

**Le club
Diablos-Noirs
qualifié pour
la phase de poules**



Congo - Gabon

Le général Oligui Nguéma en visite officielle chez Denis Sassou-Nguesso

L'homme fort du Gabon est venu officiellement plaider auprès du Chef d'Etat congolais, la levée des sanctions de la Cemac (Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale) qui pèsent sur son pays.



Justice

Placé sous contrôle judiciaire, Guy Marius Okana porté disparu

Introuvable, un mandat d'amener a été délivré contre Guy Marius Okana.

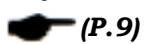


19^{ème} Plénière de la Commission technique du Gabac

**Faire de la Cemac une
forteresse imprenable
contre la criminalité
financière**



Le ministre Jean-Baptiste Ondaye et André Kanga

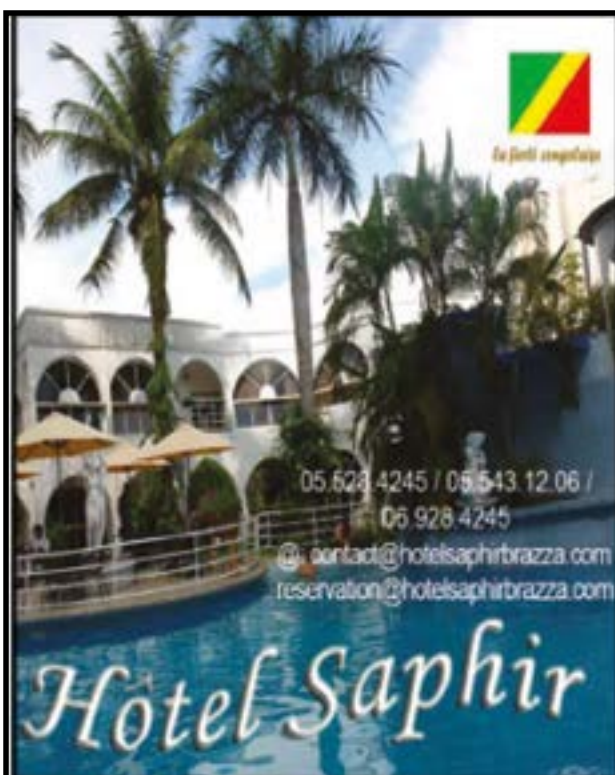


Conseil consultatif de la société civile et des O.n.gs

**Garantir plus
de professionnalisme
dans la protection
des droits de l'homme**



Germain Céphas Ewangui, secrétaire permanent



Commune de Brazzaville

Deux tours jumelles de 30 étages à 135 mètres, pour 174 milliards de francs Cfa

achevé et équipé, mais la date de son inauguration officielle n'a pas été annoncée. Avec la tenue du sommet des trois bassins tropicaux du monde à Brazzaville, les Tours jumelles de Mpila pourraient sans doute accueillir des

Le gouvernement le présente comme «l'un des fleurons de la coopération sino-congolaise». Les deux tours jumelles de Mpila Chacona, dans le 6^{ème} arrondissement Talangaï, trônent dans la commune de Brazzaville, à 135 mètres de hauteur pour ses 30 étages aux parois vitrés, au bord du majestueux Fleuve Congo. Bien sûr, on est très loin du gratte-ciel le plus haut du monde, le Burj Khalifa, à 828 mètres de hauteur avec ses 163 étages dont le dernier culmine à 584,5 mètres. Mais, elle a détrôné la Tour Nabemba (106 mètres), comme immeuble le plus haut d'Afrique centrale. Le prestigieux projet gouvernemental, à caractère commercial, a tapé 174 milliards de francs Cfa de fonds publics obtenus par crédit auprès d'une banque chinoise.

Pour le prestige de l'architecture de sa ville capitale, le Président Denis Sassou-Nguesso a vu encore un peu plus haut. Il avait déjà frappé les esprits de ses compatriotes dans les années 80, en élevant la Tour Nabemba, qu'il avait

financement de 8 projets, pour une enveloppe de 944,13 milliards de francs Cfa, dont le projet de construction d'un centre commercial à Brazzaville (deux tours jumelles de Mpila) à hauteur de près de 174 milliards de francs Cfa. Suivant les huit contrats

rale, et 225 milliards pour la partie commerciale due aux sociétés chinoises. Cette dette représente la contrepartie des travaux réalisés par la Chine au Congo, ces dernières années, pour doter le pays en infrastructure de base, notamment la Route na-



Le Président Sassou-Nguesso, pendant la visite des Tours jumelles, en compagnie du Premier ministre Collinet Makosso (à gauche) et le ministre d'Etat Jean-Jacques Bouya

est réservé aux locaux techniques.

Lancés officiellement le 1er juillet 2015, par le Président de la République, Denis Sassou-Nguesso, les travaux avaient réel-

lement démarré le 29 mars 2016, par la société chinoise B.c.e.g (Beijing construction engineering group). Le Chef de l'Etat a visité, mardi 26 septembre, le double immeuble

clients. Parmi les défis qui se présentent, c'est non seulement l'entretien, mais les capacités de retour à l'investissement.

Urbain NZABANI



Les Tours jumelles de Mpila, à Brazzaville, fruit de la coopération avec la Chine

inaugurée en 1986, au terme d'un projet financé par la société pétrolière française, Elf. Cette fois, il s'est tourné du côté de nos amis chinois, pour réaliser une «œuvre magnifique qui symbolise bien la force, la beauté et donne un signal très fort sur l'avenir des relations entre nos deux pays», le Congo et la Chine. Les deux tours jumelles de Mpila sont en effet le fruit de la coopération sino-congolaise, dans le cadre d'un partenariat stratégique à hauteur de 1.304,73 milliards de francs Cfa. De ce montant, il y a le

de crédit conclus entre le Congo et la Banque chinoise import-export, le crédit finance 85% du coût du montant du marché et la contre-partie congolaise est de 15%. La durée de remboursement du crédit est de 10 à 15 ans et le délai de grâce de 3 à 5 ans. Le 21 juin 2021, l'ancien ministre des finances, Rigobert Roger Andély rappelait, lors d'un point de presse, que «la dette du Congo vis-à-vis de la Chine s'élève à 1.325 milliards de francs Cfa, soit 1.100 milliards de francs Cfa, pour la partie bilaté-

tionale n°1 Brazzaville/Pointe-Noire, les Tours jumelles, le nouveau parlement, etc». Les deux tours jumelles sont un projet à caractère commercial. L'une abrite un hôtel 5 étoiles de 128 chambres dont 48 suites présidentielles et ministérielles, des salles de conférence, de réunion et de banquet, des restaurants et bien d'autres commodités. La deuxième contient des bureaux à louer. Le 14ème étage de chacune des deux tours est réservé à l'abri, en cas d'incendie. Le dernier niveau de chaque tour



L'Eau de source **Globaline** est une Eau parfaitement indiquée pour la préparation des biberons et adaptée à la consommation quotidienne de chacun.

Globaline est captée depuis la nappe phréatique dans les riches terres argileuses de Ngoyo à environ 150 mètres de profondeur. Sa pureté, sa légèreté et sa composition sans nitrate font d'elle une eau de source de première qualité.

Buvez **Globaline** pour une santé parfaite.

COMPOSITION PHYSICO-CHIMIQUE en mg/l

Calcium	17	Nitrates	<0.3
Magnésium	10.3	Chlorures	2.4
Sodium	1.6	Bicarbonates	92
Potassium	3.5	Sulfates	3
Silice		19.29	

pH=7.3 Résidu sec à 180°C=103mg/L

À conserver dans un endroit propre, sec et tempéré. Ne pas exposer au soleil ni près des substances très odorantes.



Congo - Gabon

Le général Oligui Nguéma en visite officielle chez Denis Sassou-Nguesso

Le Président de la Transition gabonaise, le général Brice Clotaire Oligui Nguéma, au pouvoir au Gabon depuis le 30 août 2023, après le renversement, par coup d'Etat, d'Ali Bongo-Ondimba, a effectué une visite officielle de 24 heures à Oyo, commune du Département de la Cuvette, auprès du Président de la République, Denis Sassou-Nguesso. Reçu à l'Aéroport d'Ollombo, par le Premier ministre chef du gouvernement, Anatole Collinet Makosso, l'homme fort du Gabon est venu officiellement plaider auprès du Chef d'Etat congolais, la levée des sanctions de la Cemac (Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale) qui pèsent sur son pays. Mais, sa visite comportait également une dimension familiale importante.

C'est avec tous les honneurs dus à un Chef d'Etat que le général Brice Clotaire Oligui Nguéma a été reçu par son homologue congolais. Tapis rouge déroulé sur le tarmac, à sa sortie d'avion, à l'Aéroport d'Ollombo, corps constitués nationaux et locaux bien rangés pour le saluer, accolades bien appuyées avec des connaissances, comme avec le vice-amiral Jean-Dominique Okemba, ministre conseiller du Président de la République, secrétaire général du Conseil national de sécurité, ou avec Omar Denis Junior Bongo Ondimba, conseiller spécial du Président de la République dont il



Le Président Denis Sassou-Nguesso recevant le général Oligui Nguéma à Oyo

est également le petit-fils, tête-à-tête au salon présidentiel de l'aéroport avec le Premier ministre Anatole Collinet Makosso, en présence de Jean-Claude Gakosso, ministre des affaires étrangères, réception à Oyo par le Chef de

l'Etat, etc. Le Président de la Transition gabonaise, en uniforme militaire, qui a même eu le privilège de garder son revolver pendant son tête-à-tête avec le Président congolais, lui a transmis un docu-



Le recueillement devant la tombe de Mme Edith Bongo-Ondimba, en compagnie des deux enfants de la défunte

ment dont le contenu n'a pas été révélé. «Je suis venu ici consulter, discuter, échanger avec le patriarche (...) Denis Sassou Nguesso qui est pour nous un atout important dans la sous-région et qui peut également transmettre aux plus hautes autorités de ce monde, ce que nous avons fait et mieux l'expliquer au monde entier», a déclaré le général Oligui Nguéma à sa sortie d'audience. Il a fait savoir qu'il a sollicité la médiation du Président Denis Sassou Nguesso «auprès des grandes instances

telles que la C.e.e.a.c, la Cemac, l'Union africaine, pour un allègement des sanctions contre le Gabon, afin qu'il retrouve sa place dans le concert des Nations, en tant qu'acteur important dans les questions sécuritaires et environnementales entre autres sujets», précise un communiqué de la Présidence gabonaise. Côté congolais, c'est le ministre des affaires étrangères, Jean-Claude Gakosso qui a pris la parole devant la presse. Il s'est félicité du fait que le coup d'Etat au Gabon

s'est déroulé sans effusion de sang. «On a rarement vu cela, un changement brutal de régime sans effusion de sang. On a vu des scènes de liesse populaire», a-t-il dit. Pour lui, «le Congo et le Gabon, en réalité, c'est un même pays. Nous devons travailler inlassablement, avoir de bonnes relations», a-t-il insisté, en reconnaissant que le général Oligui «est un homme d'humilité, de réconciliation... Je pense que les Gabonais devraient le soutenir et, au-delà des Gabonais, les Congolais que nous sommes. Nos frères de l'Afrique centrale aussi», a-t-il poursuivi.

Pendant son séjour à Oyo, le général Oligui Nguéma a visité le mausolée de Mme Édith Lucie Bongo Ondimba, ancienne Première dame du Gabon et fille aînée du Président Sassou-Nguesso, décédée le 14 mars 2009. Il s'est recueilli devant sa tombe, en compagnie des deux enfants de la défunte. Après la Guinée Equatoriale où il était reçu par le Président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, le Congo est le deuxième pays que le général Oligui Nguéma a visité, pour plaider la cause de son pays placé sous sanctions, après le putsch.

Narcisse MAVOUNGOU

Justice

Placé sous contrôle judiciaire, Guy Marius Okana porté disparu

L'information a été donnée par les médias d'Etat. Ce qui est souvent rare dans ce genre d'affaires. Guy Marius Okana, le premier vice-maire de Brazzaville, placé sous contrôle judiciaire, lundi 25 septembre 2023, dans une affaire de droit commun, notamment pour des faits de pratiques pédophiles, ne s'est pas présenté devant le juge d'instruction, lundi 2 octobre dernier. Conséquence, un mandat d'amener a été délivré contre lui. L'affaire Guy-Marius Okana a ainsi pris une nouvelle tournure.

Même si la notion de contrôle judiciaire n'est pas explicitement prise en compte par le droit congolais, l'on sait que le code de procédure pénale traite directement de la détention préventive. «En toute matière, lorsqu'elle n'est pas de droit, la mise en liberté provisoire peut être ordonnée d'office par le juge d'instruction, après avis du procureur de la République, à charge pour l'inculpé de reprendre l'engagement de se représenter à tous les actes de la procédure, aussitôt qu'il en sera requis et de tenir informé le magistrat instructeur de tous ses déplacements» (Article 122 du code de procédure pénale, alinéa 1).

C'est la décision dont a bénéficié Guy-Marius Okana, lorsque le juge d'instruction l'a placé sous contrôle judiciaire, donc en liberté provisoire, après l'avoir mis en examen. Seulement, lundi 2 octobre, il ne s'est pas présenté au tribunal. Etant entendu que la Cour suprême venait de déclarer compétent le Tribunal de grande instance de Brazzaville pour juger le premier vice-maire de Brazzaville, suivant les accusations portées contre lui. Par ailleurs, le Conseil départemental et municipal de Brazzaville, qui a tenu sa troisième session ordinaire administrative du 19 au 29 septembre dernier, n'a pas pu dégager



Guy Marius Okana, premier vice-maire de Brazzaville.

un consensus sur le cas de son premier vice-maire, s'il fallait ou non le destituer. La question a été renvoyée à la hiérarchie. Cette valse-hésitation a finalement bénéficié à l'accusé, pour se soustraire à la justice. A-t-il pu quitter le territoire national pour trouver refuge dans un pays étranger? S'est-il terré dans son village ou ailleurs à l'intérieur du pays? Est-il réellement en fuite ou a-t-il simplement

oublié de se présenter au tribunal? Autant de questions qu'on peut se poser. Pour l'instant, les faits sont là: l'accusé est porté disparu et cela correspond à une fuite. Ce cas de figure n'était-il pas prévisible? Le juge d'instruction s'est-il fait avoir? Reste à savoir si le mandat d'amener peut servir à relancer la justice dans cette affaire.

Urbain NZABANI

Editorial

Est-ce que ça donne à réfléchir?

La pratique n'est pas encore courante dans notre démocratie. Mais ailleurs, c'est une technique devenue inhérente à la démocratie, pour en vérifier la santé, le niveau, la solidité, le pluralisme des idées, les tendances, la pertinence des décisions publiques, etc. Le sondage d'opinions est en effet la technique qui, en démocratie, permet d'éclairer les citoyens sur la vie publique, à travers des chiffres qui donnent la mesure des situations. Son succès repose sur la fiabilité et l'utilité de ses résultats. En démocratie, les citoyens sont si attachés aux traditions de liberté d'expression, de débat public, de droits citoyens, etc, qu'ils se méfient souvent des décisions publiques tendant à les restreindre.

Depuis l'entrée de notre pays en démocratie, cette forme d'expression, à savoir les sondages d'opinions, est rarement utilisée. La société Afrobaromètre, dont le siège est à Accra, au Ghana, est venue nous en rappeler l'existence, en publiant, le 15 septembre dernier, à l'occasion de la journée internationale de la démocratie, les résultats de son premier sondage d'opinions au Congo, réalisé du 16 juin au 20 juillet 2023, sur un échantillon de 1200 Congolais adultes, dans tous les départements du pays, par son partenaire national, l'Association Avenir Nepad. Jusqu'à présent, ce sondage ne semble pas susciter des réactions au sein de la classe politique. C'est tout de même étonnant au regard des résultats.

74% de Congolais pensent que leur pays n'est pas une démocratie et 85% sont même insatisfaits de la mise en œuvre de la démocratie au Congo. Pourquoi un tel résultat? Est-il fiable? Voilà des questions qu'on peut se poser. Mais, si l'on est d'accord avec ce résultat, n'y a-t-il pas pour les pouvoirs publics nécessité de revoir la copie, pour que les Congolais aient une bonne perception du fonctionnement démocratique dans leur pays? En tout cas, il est clair que ce résultat ne peut pas faire la fierté des dirigeants politiques. Il traduit le sentiment que la démocratie congolaise ne va pas bien.

L'HORIZON AFRICAIN

Session inaugurale de la 4^{ème} législature du sénat

Pierre Ngolo appelle les sénateurs à se lancer dans l'agriculture

Débutés le vendredi 13 septembre, les travaux de la session inaugurale de la quatrième législature du sénat ont pris fin le vendredi 27 septembre 2023, au Palais du parlement, à Brazzaville. Lors de la cérémonie de clôture, Pierre Ngolo, président de cette institution, dévoilant sa feuille de route pour cette nouvelle mandature, a exhorté l'ensemble des sénateurs à se lancer massivement dans l'agriculture, conformément aux instructions du Président de la République. C'était lors d'une séance plénière, en présence du ministre d'Etat, ministre des affaires foncières et des relations avec le parlement, Pierre Mabiala.

Reconduit à la tête du sénat, Pierre Ngolo a placé son nouveau mandat sexennal sous le signe de la lutte contre l'insécurité alimentaire au Congo. «Au nombre des actions auxquelles nous sommes conviés et par lesquelles il nous revient de nous illustrer, au cours de la quatrième législature, pensons à la participation au vaste mouvement vers une augmentation significative de la production agricole dans le pays, par une réponse conséquente à l'appel du Président de la République: «un parlemen-



Pierre Ngolo, Président du sénat

taire, un champ». C'est de cette façon que nous donnerons un sens réel au par-

tenariat appelé à se développer entre la Fao et notre parlement, en lien avec la



sécurité alimentaire et nutritionnelle», a-t-il déclaré. Aussi, a-t-il appelé les sénateurs à plus de responsabilité. «Voici donc arrivé le temps de la pleine responsabilité, c'est-à-dire celui de la digne représentativité de notre territoire, de fait le temps de la digne représentativité de nos concitoyens. La noble et lourde mission dont nous sommes investis, au nom

du souverain primaire, nous conduis à une réflexion profonde et soutenue, visant à élever sans cesse notre contribution à l'épanouissement de notre Nation», a-t-il poursuivi. L'atmosphère du jour, l'intérêt réservé à l'installation du sénat, a signifié Pierre Ngolo, est «le signe, sans conteste de la place que prend progressivement son institution dans

les cœurs des filles et fils du Congo». Pour cela, il a appelé les vénérables sénateurs à porter conséquemment leur veste, en s'affirmant par la praxis et par l'exemple de leur posture de mandataire de l'Etat.

La législature qui commence, a-t-il fait, est une belle opportunité qui s'offre aux sénateurs, pour renforcer leur engagement envers les principes fondamentaux de la démocratie, de l'Etat de droit et de la justice sociale. Des valeurs qu'ils se doivent de garder jalousement et dont-ils doivent veiller à la promotion, dans leurs décisions, tout autant que dans leurs différentes actions. «Que le travail au sénat soit toujours guidé par la sagesse, la compassion et le souci du bien commun; que la quatrième législature soit couronnée de grands succès», a conclu le président du sénat, avant de souhaiter bonnes vacances à tous, avant la reprise, avec la première session qui va s'ouvrir le lundi 16 octobre prochain, pour l'adoption, entre autres lois, du budget de l'Etat exercice 2024.

Hervé EKIRONO

Commentaire

Crispation au sein de la classe politique congolaise?

Depuis le coup d'Etat au Gabon, survenu le 30 août 2023, les langues se sont déliées dans les réseaux sociaux congolais. On voit tout: des informations et des analyses sérieuses et aussi des interprétations farfelues ou des commentaires qui ne traduisent que des vus d'esprit.

Au niveau de la classe politique, c'est plutôt du côté de l'opposition extra-parlementaire où le discours s'est déchaîné. A la majorité présidentielle, le silence est d'or, mais un silence chargé de soupçons. Surtout quand une rumeur de coup d'Etat est venue défier les esprits restés crispés depuis. Dans l'opposition extra-parlementaire, quatre acteurs politiques tiennent actuellement le haut du pavé. L'ancien député Mabio Mavoungou-Zinga s'est illustré par une lettre ouverte au Président de la République, Denis Sassou-Nguesso, l'exhortant à ne plus se représenter à l'élection présidentielle. Car, un prochain mandat risque d'être «perçu aujourd'hui par tous, comme anachronique et répulsive». Pour le président du parti Alliance, l'actuel Chef de l'Etat devrait s'inspirer de l'exemple de son homologue sénégalais qui a déjà choisi son dauphin.

Pour le président en exercice du 2.A.d-26 (Alliance pour l'alternance démocratique en 2026), Melaine Destin Gavet Elengo, «le processus de l'alternance démocratique débute maintenant, car l'heure n'est plus aux discours ni aux belles paroles, ni aux hésitations. Il est temps de passer à l'action». Cette plateforme de l'opposition veut l'instauration d'une période de transition de deux ans, avant l'organisation d'élections équitables, transparentes et crédibles, auxquelles l'actuelle Présidente de la République ne doit pas participer selon cette plateforme de l'opposition. A travers son «mbongui tour», Uphrem Dave Mafoula, président du parti Les Souverainistes, appelle seulement le Chef de l'Etat à «faire reculer l'intolérable et l'insupportable dans notre pays». S'il dresse un bilan cinglant des 63 ans de l'indépendance du Congo, son combat politique semble avoir comme univers

l'instauration de la bonne gouvernance, pour une gestion efficace des ressources naturelles du Congo au profit du développement national, comme on le voit dans certains pays africains. Clément Miérassa, le président du P.s.d.c (Parti social-démocrate congolais), a choisi de s'exprimer à travers des messages intitulés: «Le sais-tu? Le savez-vous?». Dans le numéro 39 publié le 23 septembre 2023, il explique que le Congo est dans la même situation de changement anti-constitutionnel, lors du changement de la Constitution en 2015 et qu'aujourd'hui, il est mal placé pour demander des sanctions contre le Gabon au sein de la Cemac (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale). Alors, il demande que le Congo opère un retour à l'ordre constitutionnel, en limitant les mandats présidentiels à deux. En dépit de ces critiques, les partis de la majorité présidentielle observent un silence imperturbable. Pas de déclaration, pas de réponses aux propos de l'opposition extraparlamentaire. Bref, la vie continue et même si l'on redoutait quelque chose, on

fait de telle sorte que personne ne s'aperçoive qu'on a peur de ce qui peut subvenir le lendemain. Juste le porte-parole du gouvernement, le ministre Thierry Mougalla, qui est monté au créneau, la fois passée, pour démentir la rumeur de coup d'Etat balancée dans les réseaux sociaux, pendant que le Chef de l'Etat était à New York, à l'assemblée générale des Nations unies. «Des informations fantaisistes évoquent des événements graves qui seraient en cours à Brazzaville. Le gouvernement dément ces fake news. Nous rassurons l'opinion sur le calme qui règne et invitons les populations à vaquer sereinement à leurs activités», a-t-il twitté. Il est vrai que le calme règne, mais l'opposition est en train de faire monter la pression, avec des idées qui, si elles ne sont pas contredites ou redressées, risquent de finir par s'enfouir dans le subconscient de l'opinion publique, préparant ainsi le terrain à des changements politiques incontrôlés. Le reste n'étant qu'une question de temps. En démocratie, il n'est pas de bon aloi de fuir le débat.

Jean-Clotaire DIATOU

C.s.l.c (Conseil supérieur de la liberté de communication)

Le représentant de la C.e.e.a.c chez Ph. Mvouo, pour parler de l'appui à la presse

Le président du C.s.l.c (Conseil supérieur de la liberté de communication), Philippe Mvouo, a reçu en audience, jeudi 3 octobre 2023, à son cabinet de travail, à Brazzaville, le représentant de la C.e.e.a.c (Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale) au Congo, l'ambassadeur Baudoin Bernard Hamuli Kabarhuza. Leur entretien a porté sur les conclusions tirées, en ce qui concerne l'accompagnement, l'appui, le contrôle ainsi que le renforcement des médias pendant les élections présidentielle (mars 2021), législatives, locales (juillet 2022) et sénatoriales (juillet 2023).



Philippe Mvouo et Baudoin Bernard Hamuli Kabarhuza.

A l'issue de leur rencontre, l'ambassadeur Baudoin Benard Hamuli Kabarhuza a déclaré à la presse qu'il était venu présenter ses civilités au président du C.s.l.c et aussi lui faire part de sa volonté de redynamiser le partenariat entre leurs deux institutions. Il a souligné que «la C.e.e.a.c est engagée à soutenir les efforts du Conseil supérieur de la liberté de communication» dans son travail en direction des médias. Le représentant de la C.e.e.a.c a saisi cette opportunité, pour s'informer sur les leçons tirées par cette institution de régulation des médias, à l'issue des scrutins électoraux qui se sont tenus au Congo entre 2021 et 2023. «Nous suivons douze pays membres au sein de la C.e.e.a.c et nous savons l'évolution (Suite en page 5)

Délégation de l'Union européenne

Giacomo Durazzo annonce la tenue d'un salon des projets soutenus au Congo

Pour commémorer les 60 ans de coopération avec la République du Congo, l'Union européenne va organiser, du mardi 3 au mercredi 4 octobre 2023, au Mémorial Pierre Savorgnan De Brazza, un salon de projets autour de sept pôles d'intervention, qui compteront plus d'une trentaine de stands. Ce sera un évènement «tout en un» qui va offrir, sur deux jours, une vision panoramique du portefeuille des projets soutenus par l'Union européenne au Congo. Il a aussi indiqué que tirant les leçons de l'échec du projet de la route Kinkala-Mindouli, «désormais l'Union européenne n'acceptera plus de contrepartie financière pour la réalisation des projets».

Les déclarations de l'ambassadeur européen, l'Italien Giacomo Durazzo, ont été faite au cours d'une conférence de presse qu'il a tenue, le jeudi 28 septembre 2023, dans la salle de réunion de la délégation à Brazzaville, en présence de son chef de coopération, Augustin Bondo Tshiani et Jacob Haushoffer, chef de coopération adjoint à la délégation de l'Union européenne.

La grande annonce a été l'organisation du salon de projets, une sorte de forum sur les projets soutenus par l'Union européenne au Congo et les grands moments qui ont marqué son partenariat avec le Congo, durant les 60 ans écoulés. Cette coopération se poursuivra avec un nouveau cadre de partenariat, conformément à l'initiative «Global gateway» lancée lors du sommet U.e-Afrique, en 2022. Les trois axes phares dans



Giacomo Durazzo, ambassadeur de l'Ue au Congo.

lesquels l'Union européenne intervient au Congo sont la gouvernance économique, la gestion durable des ressources naturelles, la démocratie et les droits de l'homme. Les projets en cours sont, par exemple, le programme ville résiliente, l'attractivité des villes secondaires, le Port autonome de Pointe-Noire, le

programme d'énergie renouvelable.

A cet effet, la délégation de l'Union européenne va regrouper l'ensemble des acteurs ou ses partenaires autour des questions et défis d'intérêt commun, pour réfléchir à comment mieux travailler ensemble, pour améliorer les conditions de

vie des populations congolaises. Sept ateliers thématiques seront organisés sur des sujets relatifs aux défis et aux opportunités de développement dans les principaux secteurs d'intervention de l'Union européenne, avec une session spéciale concernant les médias, en présence du journaliste français Jocelyn Grange, directeur Afrique de C.f.i (Agence française de développement médias) en mission au Congo dans le cadre d'un projet qui est en train d'être mis en place par l'Union européenne, de renforcement des capacités des médias et de lutte contre la désinformation.

Il faut indiquer que l'Union européenne, c'est 150 millions d'euros pour financer les projets au Congo, le tout sous forme de don et compte-tenu des frustrations au sujet de certains projets qui n'ont pas été réalisés jusqu'à terme, tels que la route Kinkala Mindouli, à cause du défaut de la contrepartie congolaise, «désormais l'Union européenne n'acceptera plus de contrepartie financière pour la réalisation des projets», a fait savoir Giacomo Durazzo.

Chrysostome FOUCK ZONZEKA

Conseil consultatif de la société civile et des O.n.gs

Garantir plus de professionnalisme dans la protection des droits de l'homme

Le Conseil consultatif de la société civile et des organisations non-gouvernementales a organisé, du 28 au 29 septembre 2023, à la Maison de la société civile, à Brazzaville, un séminaire de formation et de renforcement des capacités des responsables des organisations de la société civile œuvrant dans le domaine des droits de l'homme. Clôture de ce séminaire, le secrétaire permanent, Céphas Germain Ewangui, a rappelé l'intérêt pour les o.n.gs de la société civile de «renforcer constamment leurs capacités pour accompagner les pouvoirs publics et la population dans la protection des droits de l'homme».

Le séminaire de formation initié par le Conseil consultatif de la société civile et des organisations non-gouvernementales a permis aux participants de mieux cerner la notion de «défenseur des droits de l'homme». Ils ont consolidé leurs connaissances sur les outils nécessaires à l'exercice de leur engagement, en vue de garantir plus de professionnalisme et assurer une meilleure protection des droits de l'homme au Congo. Durant deux jours, les séminaristes ont suivi une série de communications sur «la

conduite d'une enquête en matière de violation des droits de l'homme»; «le mécanisme de plaidoyer», «la convention contre toutes les formes de discrimination à l'égard de la femme et quelles actions pour les organisations de la société civile dans la promotion du genre», etc.

Dans son allocution de clôture, Céphas Germain Ewangui a indiqué que cette formation est une occasion pour sa structure de réaffirmer son engagement en faveur de la promotion et de la protection des droits de l'homme et des défenseurs des droits de



Germain Céphas Ewangui, secrétaire permanent

l'homme. «Le Conseil consultatif de la société civile et des O.n.gs ne ménagera aucun effort pour multiplier, voire amplifier ce genre de formations, question d'amener progressivement, tous les acteurs de la société civile, à prendre davantage conscience des missions dévolues à cette composante et d'accroître leurs performances», a-t-il déclaré. Il a également rappelé l'intérêt, pour les O.n.gs de «renforcer constamment

leurs capacités, pour accompagner les pouvoirs publics et la population dans la protection des droits de l'homme». Par ailleurs, la situation des droits de l'homme dans notre pays est assez bonne. Les activités scolaires et judiciaires à tous les niveaux de la hiérarchie se déroulent paisiblement et en toute quiétude, encourageant ainsi un environnement politique favorable. Seulement, l'appareil judiciaire congolais doit

PROPOS D'ÉTAPE

Mœurs

Prométhée, du haut de la montagne où il est attaché, contemple, tout effaré, le tumulte sociétal qui embrase les éphémères de céans. Sous nos yeux se déroule un spectacle déroutant de la pratique des mœurs. On entend par mœurs la manière de gérer le bien et le mal dans une société. Il s'agit aussi des habitudes de vie d'une société. On pourrait ajouter, la manière dont les affaires publiques sont gérées dans une Nation. Certaines exégèses considèrent que Prométhée, «c'est l'intégration morale imaginaire d'une collectivité d'hommes libres appelés à former, sur le territoire dépendant d'un centre urbain, une communauté de citoyens aux droits égaux». Malheureusement, cette intégration morale s'est volatilisée avec Pandore, et la société des éphémères est maintenant pleine de dévants moraux.

Ainsi, les éphémères n'ont droit à l'esthétique que lorsque la Cité s'ouvre à l'altérité. Le rapport au beau n'est pas endogène; il n'est pas la vie de tous les jours; il est circonstanciel. La ville ne nous parle que lorsqu'on nous visite. Elle n'est belle que fortuitement. Dans la vie de tous les jours, les murs défraîchis, les caniveaux bouchés, les ordures qui jonchent le sol, les routes qui n'en sont plus, les nuisances sonores du matin au soir sont les mœurs ordinaires. Les quartiers du céans sont sales; l'eau est sale; l'électricité est sale; la sécurité des personnes et des biens est sale. Les mœurs sont au laisser-aller. Nos villes ne nous parlent plus; leur verdure n'a plus d'éclat; nous ne rions plus avec nos villes, avec notre mwana-foot, avec la pelote, avec notre zoo, avec nos stades, avec nos buildings! Nos villes ne sont plus «belles, propres, festives et sécurisantes». L'esthétique urbaine ne nous est plus connue.

Les mœurs! Ceux de la déontologie, de la justice, du respect du bien public! Mœurs rares, tellement que la radicalité éthique a pris la tangente! Ainsi, un dignitaire suspecté de malfaisance peut se soustraire à la justice parce qu'aucune précaution n'a été prise. Des éphémères peuvent capter l'Etat, s'approprier son patrimoine, détourner de l'argent public, sans qu'ils ne soient inquiétés.

Nous avons perdu nos mœurs par excès de confiance. Nous avons oublié «qu'une seule personne, par une simple action, peut être à l'origine de nombreux malheurs en chaîne». Mais, dans la boîte de Pandore, il y a encore une vertu, l'espoir. Celui de voir nos belles cités redécouvrir leurs mœurs d'antan.

Prométhée

(Suite de la page 4)

des processus électoraux et de démocratisation, pour aider que celui-ci se développe harmonieusement, pour le bien de nos Etats et nos populations», a-t-il indiqué.

Pour sa part, le président du C.s.l.c, Philippe Mvouo, a fait savoir que son institution travaillera sans encombre avec le bloc sous-régional, pour continuer à promouvoir les valeurs démocratiques à travers les médias. «Nous avons été rassurés pour que le Conseil supérieur de la liberté de communication puisse continuer à travailler sereinement et être utile aux médias et professionnels de l'information et de la communication. Nous avons aussi certains grands problèmes, dont nous sommes incapables de trouver les solutions sur place. Mais, en passant par la C.e.e.a.c, les Chef d'Etats peuvent en tenir compte et nous aider», a-t-il déclaré.

Signalons que l'ambassadeur Baudouin Bernard Hamuli Kabaruhza, nommé le 12 février 2021, par le président de la commission de la C.e.e.a.c, exerce la représentation du bureau de liaison de la C.e.e.a.c ouvert nouvellement à Brazzaville.

R. KOULOUNGOU

intensifier ses actions dans le sens de «punir toutes les violences commises, quels que soient les auteurs», pour faire taire la rumeur selon laquelle, «dans notre pays, la loi ne frappe que les faibles».

Signalons qu'en organisant ce séminaire de formation, le Conseil consultatif de la société civile et des O.n.gs apporte sa pierre à l'édifice, «en

veillant à ce que justice soit faite au Congo en faveur de chaque victime des violations des droits de l'homme sur la base des responsabilités individuelles dûment établies pour éviter de tomber dans le piège de la démarche globalisante».

Roland KOULOUNGOU

Christian Martin Kimpo Nkouna, membre co-fondateur de l'U.pa.d.s

«J'invite les cadres du parti au discernement»

L'U.pa.d.s (Union panafricaine pour la démocratie sociale), parti créé par le prof Pascal Lissouba, a gagné, coup sur coup, les élections générales organisées en 1992. Mais, aujourd'hui, il fait piètre figure et il est devenu l'ombre d'elle-même. Au cours de l'interview qu'il nous a accordée, Christian Martin Kimpo Nkouna, l'un des co-fondateurs de ce parti, sort de son silence, pour éclairer l'opinion de son faisceau de lumières sur ce qui se passe à l'U.pa.d.s.

* **Martin Kimpo, il y avait une insistante et vigoureuse certitude qui vous projetait au sénat, pour le compte de l'U.pa.d.s. A la surprise générale, vous n'avez pas pris le départ. Difficultés financières?**

** C'est vrai que relevant de l'opposition, une très longue opposition, si j'y étais allé, mon budget n'aurait pas été énorme. Sauf surprise agréable de la part de quelques soutiens qui, souvent, se signalent. Mais, ma défection n'a pas eu pour cause des finances parcimonieuses. Non! Elle est due à la discipline de mon parti qui a obéi à des considérations, pour ne pas dire des contraintes qui n'obéissaient pas à un entendement politique. Toujours et peut être de plus en plus, il est des considérations particulières qui interfèrent dans les choix, au moment des élections. On va dire que j'ai rencontré cela, comme d'autres dans leurs partis, car l'U.pa.d.s n'en a pas le monopole.

* **Après une réconciliation tonitruante dont vous avez été l'un des acteurs essentiels et quand, de surcroît, on sait que vous êtes en son temps, un des jeunes co-fondateurs du parti, que cela n'est pas compté, admettez que c'est un peu fort de café!**

** Votre discernement m'eût mieux servi, si vous aviez appartenu à la commission d'investiture de mon parti. Vous y auriez certainement infléchi le cours des choses. Tel n'a pas été le cas, c'est dommage!

* **Votre amertume me paraît bien gérée, car on ne vit pas ce genre d'expériences qui transgressent une candidature qui avait tout pour elle, sans avoir le cœur gros?**

** Pardon de vous le dire comme ça: mais il y a comme une sorte de désarmante naïveté chez vous. Quiconque aborde la politique comme une partie de dentelle, s'expose à de très lourdes déceptions. L'expérience enseigne ça. Une fois qu'on l'a compris, on se ferme aux états d'âme. On en tire une leçon en forme de résolution, ne plus prêter le flanc, et l'on reste au parti. A l'opposé, si le dégoût est très fort, l'on quitte le parti.

* **Le niveau où vous situez la compréhension de la situation à l'U.pa.d.s est remarquable de maturité et de sens politique. Mais, n'empêche qu'il y en a qui, dans les réseaux sociaux, traitent Pascal Tsaty Mabilia de chef de fil de l'implosion du parti de Pascal Lissouba.**



Christian Martin Kimpo Nkouna

Que faut-il entendre par là? Vous allez quitter l'U.pa.d.s?

** Sortons d'un malentendu: où voyez-vous l'U.pa.d.s dans cette affaire? Certes, il y a une machine politique qui a traduit le vœu d'être l'U.pa.d.s, qui est enregistré comme tel au Ministère de l'intérieur. Mais, c'est loin de suffire pour être l'U.pa.d.s. Pour cela, il aurait fallu observer scrupuleusement l'esprit maison insufflé par le créateur. Cette obsession de l'authenticité est fondamentale. S'en éloigner, c'est s'inscrire dans quelque chose d'autre. J'espère que c'est clair, marcher dans les pas du fondateur, encore et toujours et vous verrez ses adeptes de la première heure, même avec un bois à la main, la barbe fleurie, reprendre leur place dans le rang. Notons que depuis la chute du pouvoir, toute chose qui se soit exprimée dans la volonté d'incarner l'U.pa.d.s n'a pas réussi. Lui le fondateur disait: «Yi ké ya ba colère vé». Un évangile puissant à l'unité, vous l'entendez bien. L'atomisation du parti a été la réponse qui lui a été faite. Lui avait fait de son parti un premier de la classe, cueillant les succès comme l'on cueille des fleurs. Y a-t-il une obsession à cela, perceptible à ce jour à l'U.pa.d.s vraiment?

* **Alors pourquoi vous y êtes revenu?**

** Votre question ne manque pas de sens. Ma réponse procède de ceci, j'avais, en effet, deux choix possibles. Le premier, mariner dans la consternation, en voyant le parti s'enliser éternellement dans la contre-performance; le second, c'était de revenir à bord et, avec ceux qui y croyaient encore, essayer d'infléchir le cours des choses. Ce deuxième choix me semblait plus conséquent.

* **Quelles étaient les chances de réussite?**

** Simple! Que le premier secrétaire s'en avise et qu'il reprenne, à son compte, cet

impératif de reconduction de la vitalité du parti. Il en aurait résulté un coup de fouet et un réarmement psychologique des militants. Ma théorie est bien simple: je tiens pour évidence que quand l'équipage est exigeant, la conduite du capitaine s'en ressent.

* **Alors, en dépit de certaines rumeurs, Pascal Tsaty Mabilia n'est pas le problème à l'U.pa.d.s?**

** Les choses sont plus complexes et font intervenir beaucoup de considérations. Pour celui qui ne veut pas prendre le temps d'analyser les choses, en les approfondissant, il est clair que le bilan de Tsaty Mabilia n'est pas flatteur pour le moins. Et à partir de là, l'on commence à demander la tête de quelqu'un. La candeur dans cette affaire, c'est de perdre de vue que l'on ne fabrique pas du jour au lendemain un leader. Qu'on le veuille ou pas, Tsaty Mabilia est difficilement remplaçable aujourd'hui à l'U.pa.d.s. Vous avez ceux qui peuvent comprendre les choses comme ça et j'en suis, qui, eux, après réflexion, pensent qu'il faut s'inscrire dans une critique profonde, pour déboucher sur une nouvelle penser et un nouvel agir. Fortement marqués par les préceptes de Pascal Lissouba et redémarrer. Je traduis là l'obsession du discernement auquel j'invite tous les autres. Mais, je souligne aussi en passant qu'il faut beaucoup d'humilité de la part du premier secrétaire, pour que ce nouveau départ soit possible. Je souris tristement quand je vois qu'au lendemain d'une catastrophe déferlante, l'on pense que la solution passe par des descentes à la base, pour inviter à une nouvelle adhésion. Adhésion à quoi?

Très humblement, je pense que les conditions psychologiques d'un sursaut de nouveaux adhérents ne sont pas là. Je l'ai expliqué plus haut, un nouveau contrat passé par un nouvel examen. Si la formule était judicieuse, pourquoi ne pas l'avoir utilisée plutôt depuis 2006? J'entends avec la volonté de réussir mordicus.

* **Et alors, que me dites-vous là, sinon qu'il y a la colère et la déception?**

** Que la confiance a totalement fondu. Au gré des jours, si on ne souligne pas certaines évidences pour éviter la casse, nous deviendrons, tous, les casseurs du parti. Depuis des années, il y a des discours fratricides, des victoires des uns sur les autres. Un opium puissant, cela ne

pouvait pas marcher. L'on est arrivé au bout. Il faut reconnaître ce long séjour dans l'égarément. Si nous tous, pour avoir laissé cette chose prospérer, reconnaissons aujourd'hui une faute collective, il y aurait matière à espoir.

Je soutiens que ce parti, qui regorge de cadres brillants, a le même handicap que tous les partis qui, tels des albatros, ont l'envol lourd, faute d'un leader qui entraîne. Tsaty Mabilia a ça pour lui, les périodes d'exaltation révolutionnaire sont loin derrière nous. Aujourd'hui, ce qui est requis, c'est la tempérance. Savoir raison garder. Tsaty Mabilia doit s'inscrire dans la solution plutôt que de participer du problème. La clé, c'est l'humilité. Dans des conditions de confusion, Chirac a dit: «Un chef doit savoir cheffer».

A Pascal d'être à la hauteur de l'enjeu. S'il se remet en question et trace une perspective, il sera compris et suivi. Si l'orgueil et le chant des sirènes des collaborateurs très obligés qui n'ont pas empêché ce qui est arrivé demeurent, sa boussole, la colère, soulèvera une lame de fond et la déroute pourrait continuer.

* **Quelle hauteur de vue Monsieur Kimpo! Vous ne laissez aucune place au ressentiment et vous tressez des lauriers à Pascal Tsaty Mabilia?**

** Rassurez-vous: je n'ai pas une âme de groupie. Je vois tout simplement ce qui est bon pour ce parti qui doit s'affirmer dans sa volonté d'être l'U.pa.d.s et Pascal Tsaty Mabilia peut conduire ça. Sortons de l'U.pa.d.s et regardons sur le plan national, les grands leaders avec une capacité d'entraînement sont aujourd'hui un peu rares. Tsaty Mabilia au service de ce qui est approprié et accompagné par l'adhésion du parti, je vois ça d'ici, ça s'appelle le chemin du succès. Bien entendu, il faudrait qu'il s'émancipe de ses prétendus inconditionnels. Un chef, ce n'est pas un prisonnier, c'est un chef.

* **Quelles sont vos idées sur l'avenir de la politique dans notre pays?**

** Que tous les socio-démocrates se convainquent, un jour, qu'ils ont vocation à constituer un grand parti social-démocrate et que l'on marche vers le solde et tout ce qui continue à embarrasser la politique aujourd'hui et nous retarde. Le but fondamental de la politique, c'est de réaliser, de préférence ensemble, le bonheur de notre pays. C'est bien ce que je note, quand j'entends parler de vivre ensemble et d'une chose à laquelle je suis sensible et que je promeus bien souvent, la main tendue.

Propos recueillis par
Chrysostome
FOUCK ZONZEKA

Première circonscription de Ouenzé (Brazzaville)

Juste-Désiré Mondélé au chevet des élèves, pour la rentrée scolaire

Le député élu dans la première circonscription de Ouenzé, le cinquième arrondissement de Brazzaville, Juste-Désiré Mondélé, actuel ministre délégué chargé de la décentralisation et du développement local, a fait un don de kits scolaires et autres articles de première nécessité aux élèves de sa circonscription, lors d'une cérémonie qui s'est tenue dimanche 1er octobre 2023, au Lycée de la Révolution.



Le ministre délégué Juste-Désiré Mondélé, pendant la remise du don scolaire



Le don de matelas et de kits scolaires

Le don fait par Juste-Désiré Mondélé est composé de fournitures scolaires (Sacs, cahiers, stylos...), de kits alimentaires, environ cinq cent, des matelas, des moustiquaires aux familles sans-abri à la suite des pluies diluviennes de mars-avril dernier. «Nous avons commencé par l'assainissement, parce que ne dit-on pas que la propreté chasse la maladie? Un corps malade ne peut pas bien étudier. Tout ceci, c'est pour préparer la rentrée scolaire, mais aussi les pluies qui vont bientôt s'abattre sur la ville. Par ce geste, nous voulons accompagner les parents ainsi que nos enfants, pour que la rentrée soit effective pour tous. Nous ne voulons pas avoir des décrochés scolaires par manque de fournitures», a dit Juste-Désiré Mondélé qui a exhorté les apprenants au travail. «Nous demandons aux apprenants bénéficiaires de faire la fierté de leurs familles, de leur arrondissement, parce que nous attendons les résultats et pourquoi pas nous retrouver ici pour célébrer et encourager les meilleurs. Je vous souhaite bonne rentrée scolaire».

L'élu de la première circonscription de Ouenzé soutient, également, les candidats aux examens d'Etat issus des familles vulnérables. Ce geste, qui est devenu un rituel pour lui a conquis le cœur des apprenants et de leurs familles. Chloé, une élève en classe de Cm2 s'est réjouie du don reçu: «Cette donation va me permettre de démarrer l'année scolaire en beauté. Je remercie le bienfaiteur et que Dieu se souvienne de lui, pour le soutien qu'il ne cesse de nous apporter tous les ans».

Urbain NZABANI

Pour m'informer, je fais confiance à L'Horizon Africain. Je m'abonne! Tél.06.662.37.39

Réseau des femmes leaders africaines

Denis Sassou-Nguesso couronné du trophée de la masculinité positive

Le Réseau des femmes leaders africaines (African women leaders network), un mouvement lancé au siège des Nations unies, à New York, en juin 2017, sous l'égide de la commission de l'Union africaine et de l'Onu-femmes, a tenu, samedi 30 septembre au dimanche 1er octobre 2023, au Centre international de conférence de Kintélé, commune au Nord de Brazzaville, sa 5^{ème} retraite intergénérationnelle, sous le thème: «Explorer le dividende démographique des jeunes femmes africaines...». Ouverte par le Président de la République, Denis Sassou-Nguesso, qui a été du reste honoré du trophée de la masculinité positive, pour son leadership dans la défense des droits de la femme, cette rencontre s'est déroulée sous la présidence de Mme Sahle-Work Zewde, Présidente de la République Fédérale d'Ethiopie et présidente du Réseau des femmes leaders africaines, en présence, entre autres, de Mmes Bineta Diop, représentante de l'Union africaine, Mme Ellen Johnson Sirleaf, ancienne Présidente du Libéria, et Catherine Samba-Panza, ancienne Présidente de transition en Centrafrique.

film-documentaire projeté dans la salle sur les droits de la femme au Congo. Selon elle, l'Afrique, c'est le continent du futur. C'est pourquoi les Africains doivent mettre en pratique le vieil adage, l'union fait la force. Car, «nos solutions, c'est à nous de les trouver. La situation de notre continent nécessite la mobilisation de tous. Il faut plus d'engagement des femmes. Elles doivent avoir droit au chapitre», a-t-elle insisté. La retraite du Réseau des femmes leaders africaines est l'occasion d'échanger et

culinité positive au Président Denis Sassou-Nguesso, sous un tonnerre d'applaudissements. La ministre congolaise en charge de la promotion de la femme, Mme Nefer Bertille Ingani, s'est targuée de l'arsenal juridique dont dispose désormais le Congo non seulement pour la promotion des droits de la femme, mais aussi et surtout pour la protection de la femme contre les violences masculines. Pour elle, cet arsenal génère déjà des retombées positives: de zéro députée à l'Assemblée nationale, aujourd'hui, 22 femmes ont pu accéder à cette institution. C'est aussi le cas au sénat où l'effectif des femmes qui était de 8, est passé à 22 sénatrices. Pour elle, la récompense de Denis Sassou-Nguesso est bien méritée. Parce qu'elle est le fruit du travail abattu par ce dernier. «Ce prix est votre mérite et votre récompense dans la défense et la promotion des droits de la femme au Congo», a-t-elle lancé en

direction du Chef de l'Etat. La ministre en charge de la promotion de la femme a, par ailleurs, promis de créer des activités génératrices de revenus, afin de contribuer davantage à l'intégration de la femme congolaise au développement. L'heureux récipiendaire du trophée de la masculinité positive, le Président Denis Sassou-Nguesso, a quant à lui rendu hommage aux éminentes femmes qui ont œuvré à l'émancipation de la femme africaine, dans l'histoire du continent, en citant Kimpa Vita et Winnie Mandela, qui dit-il, «ont gravé d'une empreinte indélébile l'histoire africaine». «Vous êtes les principales sources d'inspiration des jeunes femmes africaines», a-t-il signifié. Signalons que le Réseau des femmes leaders africaines a pour ambition de créer en Afrique, un courant rassemblant les femmes dirigeantes, pour contribuer à la transformation du continent, dans le droit fil de l'Agenda 2063 et du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Sa stratégie repose sur six piliers: la gouvernance et la participation politique; la paix et la sécurité; les finances et l'entrepreneuriat féminin; le leadership des jeunes; l'agriculture et la mobilisation sociale.

Hervé EKIRONO

Sous le haut patronage du Président de la République, Denis Sassou-Nguesso, la cérémonie d'ouverture de la 5^{ème} retraite intergénérationnelle du Réseau des femmes leaders africaines était marquée par une série d'allocutions et la projection d'un film-documentaire sur les femmes. Première intervenante, Mme Danièle Sassou-Nguesso, présidente exécutive du chapitre Congo du Réseau des femmes leaders africaines, a présenté sa vision en matière de promotion des droits de la



Photo de famille des officiels, après la cérémonie d'ouverture



Le Président Denis Sassou-Nguesso pendant son allocution d'ouverture



Le Président Denis Sassou-Nguesso et son trophée de la masculinité positive, posant avec Mme Ellen Johnson Sirleaf

femme africaine en général et congolaise en particulier. «Il est vrai que mon combat en faveur de l'émancipation de la femme a toujours été très clair et su de tous: libérer le potentiel endogène; valoriser nos forces et œuvrer au quotidien à l'amélioration des conditions de vie des femmes africaines», a-t-elle déclaré. Pour Mme Bineta Diop, la tenue de cette rencontre à Brazzaville marque un changement de paradigme dans la question de l'intégration de la femme africaine au développement. «Nous sommes, avec l'Union africaine, en train de nous battre pour une convention sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles. Et avant la décision des Chefs d'Etats, c'est le Congo qui est déjà le modèle à suivre en la matière. Car, c'est d'ailleurs ce que l'on est en train de célébrer dans cette salle», a-t-elle fait savoir. Elle a sa-



Avec Mme Sahle-Work Zewde, Présidente de la République Fédérale d'Ethiopie

lué les efforts que ne cesse de déployer le Président Denis Sassou-Nguesso, dans la promotion des droits de la femme. Voilà qui justifie le choix de Brazzaville comme «capitale de la masculinité positive», a-t-elle avancé, avant d'ajouter que le Réseau des femmes leaders africaines contribue aussi à la promotion du panafricanisme. Elle a aussi salué particuliè-

rement l'activisme de Mme Danièle Sassou-Nguesso, venue au Sénégal pour mobiliser les femmes au sujet de leurs droits. Mme Sahle-Work Zewde s'est quant à elle réjouie de l'accueil qui lui a été réservé à Brazzaville et, pour elle, cela témoigne de l'hospitalité légendaire du Congo, incarnée par son Président. Elle a exprimé sa satisfaction du

de dialoguer pour accélérer le leadership des femmes, a-t-elle expliqué. De son côté, Mme Ellen Johnson Sirleaf a encouragé le Président Sassou-Nguesso à maintenir le cap dans la promotion des droits de la femme, pour que cela serve de bel exemple à suivre pour l'Afrique. Se référant à la vidéo projetée dans la salle, laquelle a mis en exergue les œuvres de Denis Sassou-Nguesso en matière de promotion des droits de la femme au Congo, l'ancienne Présidente du Libéria a affirmé, avec insistance, que Denis Sassou-Nguesso est un acteur important de la masculinité positive en Afrique. Ce qui justifie le trophée qui lui a été décerné. «Nous avons commencé, il faut que la nouvelle génération prenne le relais, afin que l'Afrique soit très forte», a-t-elle conclu, avant de procéder à la remise officielle du trophée de la mas-

Coupe de la C.a.f 2023

Le club Diables-Noirs qualifié pour la phase de poules

Seul représentant du Congo en compétitions africaines de football, le club Diables-Noirs s'est qualifié, d'une meilleure manière, pour la phase de groupe de la Coupe de Caf (Confédération africaine de football) 2023, lors du match retour contre l'équipe de Muza (Maestro united de la Zambie), qu'il a battu par 2 buts à 0, dimanche 1er octobre 2023, au Stade Alphonse Massamba-Débat.



Les Diables Noirs

Les Congolais ont eu une sacrée chance, car à la huitième minute, un défenseur de Muza a écopé d'un carton rouge. Mais, il a fallu attendre la deuxième mi-temps, pour que les Diables-Noirs ouvrent le score, par Jean-Rosis Okoumou-Opimbat, à la 67^{ème} minute, malgré leur supériorité numérique. Le deuxième but est marqué par Gloire Miguel Ngambali Onguélé à la 85^{ème} minute. Ainsi, pour la deuxième fois consécutive, l'équipe du général Jean-François Ndengué s'est qualifié pour la phase de poules de la Coupe de la Caf. De quoi dire que le coach, le Français Noël Tosi, est sur la bonne voie, mais il lui faut encore améliorer la qualité technique de ses joueurs. Bonne chance aux noirs et jaunes, qui honore ainsi le football congolais!

Luze Ernest BAKALA

Témoignage

Elise-Thérèse Gamassa, une femme battante qui a marqué l'histoire de son pays

C'est avec consternation et affliction que nous avons appris le décès de Mme Elise-Thérèse Gamassa, née M'Boumba, le 23 septembre 2023, en France. Au moment où vont se dérouler, en plusieurs séquences, les obsèques de l'illustre disparue, à partir du 30 septembre 2023, en région parisienne, jusqu'au 7 octobre 2023, au Congo, jour de l'inhumation au cimetière familial de Mbaya, dans le District de Mayoko (Département du Niari), en passant par l'hommage officiel de la Nation, à Brazzaville, mes lignes qui suivent viennent en complément aux nombreux témoignages écrits et oraux déjà rendus à la mémoire de celle qui fut une femme battante qui a marqué l'histoire de son pays.

Toute sa vie, Elise-Thérèse Gamassa aura placé de côté ses émotions, pour être performante dans ses activités et parvenir à réaliser ses projets. Travailleur acharnée, repoussant, la plupart du temps, ses limites physiques. Un état d'esprit acquis avec l'expérience et la détermination de réussir. De famille modeste, Mme Elise Thérèse Gamassa vient au monde un 3 février 1942, à Sibiti, dans le Département de la Lékoumou. Elle obtient, de son union avec M. Pascal Gamassa, six enfants auxquels elle a fourni la meilleure éducation possible et transmis les valeurs de la vie en société. La famille constituant pour elle le lieu des apprentissages les plus intenses et les plus révélateurs de l'existence humaine. Enseignante de carrière, Elise Thérèse Gamassa a été formée à ce métier noble, accaparant et exigeant à la mythique Ecole normale des institutrices de Mouyondzi, dans le Département de la Bouenza. Un établissement fondé sur des installations érigées, aux années 1941-42, en pleine Seconde guerre mondiale, comme prison, pour accueillir les partisans du maréchal Pétain, qui s'étaient alliés aux nazis. A la fin des hostilités, la structure a été reconstruite en Ecole normale de l'A.e.f (Afrique équatoriale française), pour, par la suite, se muer en Ecole normale des jeunes filles de Mouyondzi. Une école qui, très tôt, a forgé en Mme Elise Thérèse Gamassa, des attitudes positives et constructives. C'est le cas de l'autodiscipline, un bel outil qui l'aidait à avancer vers ses objectifs. Également, le sens du devoir, la responsabilité, des comportements faisant preuve d'adaptabilité et valorisant le travail, pour obtenir de bons résultats.

«La vie, c'est comme la bicyclette. Il faut avancer pour ne pas perdre l'équilibre», aimait-elle me répéter, au cours de nos nombreux échanges, à trois, Pascal Gamassa, elle et moi. Rentrés de France, dans les années 2002-2003, après les violences de 1997, à Brazzaville, ma famille et moi étions les voisins du couple Gamassa, au Quartier



Elise-Thérèse Gamassa

Batignolles, dans les environs de l'Aéroport international Maya-Maya. Femme politique, Elise-Thérèse Gamassa l'était, par ailleurs. Alors, de manière éclatante et avec courage, sans jamais trahir ses convictions. Elle était prête pour le sacrifice des préférences, mais pas celui de ses convictions. Très jeune, elle s'engage dans l'Ugec (Union générale des étudiants du Congo). Au lendemain de la Révolution congolaise des 13, 14 et 15 août 1963, sous le Président Alphonse Massamba-Débat, elle préside l'U.f.pa (Union des femmes panafricaines), une première organisation féminine qui venait de se créer. En raison des divergences entre les femmes congolaises et celles d'origines étrangères qui y siégeaient, l'U.f.pa, sans réelle envergure et sans impact sur les femmes, a fait long feu. Militante pure et dure au service des causes féminines et à la faveur du Mouvement du 5 février 1979, Elise-Thérèse Gamassa devient présidente de l'U.r.f.c (Union révolutionnaire des femmes du Congo). Un poste où elle dirige cette organisation de main de maître, pendant 12 ans. Toujours avec le même élan et la même logique fondamentale d'une femme politique dans sa vérité, sa lucidité, son humilité, son engagement, son ouverture en faveur d'une communauté nationale féminine au nom de l'intérêt commun supérieur.

La création de l'U.pa.d.s en juillet 1991, par le prof Pascal Lissouba, fait d'Elise Thérèse Gamassa, membre du Conseil national de ce parti,

dont son époux, Pascal Gamassa, est président du Comité d'honneur. Les fois où elle prenait part aux travaux du Conseil national, elle avait la réputation d'une personnalité politique avertie, marquée par la prudence, le sentiment juste des choses, le discernement, une volonté de rassemblement autour de l'U.pa.d.s et des idéaux de Pascal Lissouba. Sa voix portait. C'était la voix d'une femme exceptionnelle et d'une grande sagesse. Ainsi désignée pour sa maîtrise des questions politiques, sa réputation d'objectivité et sa pondération. Elle faisait preuve de sûreté dans ses jugements et sa conduite. Les années où elle a siégé aux éminentes fonctions politiques, elle n'a jamais relégué au second plan son amour pour sa famille, particulièrement son mari. En effet, femme aimante de tout temps, elle est restée attachée à son mari, à ses enfants et aux parents. Tant qu'elle le pouvait, sans cesse, au service des autres, elle était comparée à Mère Dorcas, tout en étant discrète et réservée dans certaines circonstances, comme celles où elle se distinguait comme l'épouse de l'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Congo au Gabon. Mises bout-à-bout, toutes ces charges politiques qu'elle a occupées ont fait d'elle une figure au compte de ces grandes dames qui ont participé ou concoururent activement à l'émancipation des femmes du Congo, de 1965 à nos jours. Avec elle, chacune selon ses aptitudes, son esprit et son rayon d'action, on peut citer entre autres, Mmes

Céline Yandza Eckomband, Joséphine Bouanga, Joséphine Mountou-Bayonne, Scholastique Dianzinga, Emilienne Raoul, Claudine Munari, Agathe Mabila-Nkouka, Marie-Thérèse Avéméka, Emilie Makosso, Sophie Moukoyou-Kimbouala, Mambou Aimé Gnali, Flore Emilie Faigmond, Marie-Léontine Tsinbinda, Christianie Colombe, Annick Mongo, Marie Léa Boukoulou, Ida Ngampolo. Femme de lettres, Elise-Thérèse Gamassa a contribué, aux côtés de Scholastique Dianzinga et Jeanne Dambendzet, à la publication d'un bel ouvrage intitulé: «La place et le rôle des femmes dans la société congolaise, 1960-2010». Une œuvre qui dresse le bilan du parcours des Congolaises, les cinquante dernières années d'indépendance nationale et établit un diagnostic sur les maux qui freinent leur émancipation. Dans une tribune, Elise Thérèse Gamassa en appelle à mettre à la disposition des femmes congolaises, tous les outils nécessaires pour éduquer des générations, affronter le quotidien, se battre pour leurs droits fondamentaux, pas toujours respectés.

Par sa culture, Elise-Thérèse Gamassa se passionnait pour les choses simples, des petits plaisirs de la vie comme cuisiner des plats de son terroir, dans le but de rendre son mari heureux à table. A tout cela s'ajoutait le goût de la lecture qu'elle a transmis à ses enfants, la soif insatiable de savoir, la connaissance de la marche du monde avec ce qu'elle implique de progrès et de conflits pour les libertés, la démocratie et la justice sociale. Quant à la musique, surtout la rumba, pour ses paroles moralisatrices, elle l'écoutait à certaines heures. Une musique qui lui procurait des bienfaits sur l'humeur et la santé, après des journées chargées.

A la Nation congolaise, comme il est de coutume, d'honorer la mémoire de sa citoyenne, Elise-Thérèse Gamassa, qui aura, sa vie durant, défendu les valeurs de la République et briller par l'exemple. D'abord, en qualité d'enseignante. Ensuite, comme femme politique, en deux étapes aux options différentes. La première, sur les colonnes du P.c.t, la seconde dans les rangs de l'U.pa.d.s.

Joseph OUBARI
MARIOTTI
Membre de l'UPADS
Paris le 29 septembre 2023.

lettre de Yakamambu

Mon très cher ami Mbulunkwé, mboté!

Voici la copie de la lettre que nos amis communs Itoua, Mbougou, Tati et Yakamambu ont adressée à Monsieur le Maire de Brazzaville, au lendemain de la célébration des 63 ans de l'indépendance de notre beau et cher pays, le Congo.

«Monsieur le Maire,

C'est en notre qualité de citoyens congolais que nous nous permettons d'attirer respectueusement votre attention sur ce qui suit:

Monsieur le Maire,

Il vous a sûrement été donné l'occasion de constater, comme la plupart de vos administrés, que le premier pan de la place dénommée «Square de Gaulle» à l'entrée de l'Arrondissement 2 Bacongo, a changé de nom. Il s'appelle, depuis quelques années, «La place du Rotary Club». Ce qui, cela va sans dire, est non pas seulement un crime de lèse-majesté, mais tronque également l'histoire de Brazzaville dont vous êtes le premier citoyen.

À ce propos, nous nous permettons de porter à votre connaissance que la place actuelle portant le nom «La place du Rotary Club», n'est, en aucun cas, ni la place ni la propriété du Rotary Club dont l'on reconnaît néanmoins l'humanisme et toutes les actions sociales qu'il mène au Congo. Ladite place est le premier Square De Gaulle inauguré le 15 août 1960, par son Excellence le Président Abbé Fulbert Youlou, premier Maire de Brazzaville, en présence de Son Excellence Monsieur Joseph Kasa-Vubu, Président du Congo-Léopoldville et de Monsieur André Malraux, Ministre français représentant le Général De Gaulle aux festivités de l'indépendance de notre pays, le Congo. C'est pourquoi d'ailleurs, les Brazzavillois en général et les Bacongolais en particulier, l'appelaient fièrement et familièrement «La Place de l'Indépendance», en mémoire du 15 Août 1960.

Eu égard à ce qui précède, nous requérons donc, qu'il vous plaise, Monsieur le Maire et votre Conseil Municipal, de rétablir la vérité et de remédier à cette «usurpation», en remplaçant l'écriteau «La place du Rotary Club» par un autre où l'on pourra lire de nouveau avec joie et avec fierté «La place de l'Indépendance».

D'autre part, nous requérons qu'il vous plaise ainsi qu'à votre Conseil Municipal de dénommer le dispensaire des adultes «Bissita» «Dispensaire Martial Kongo», premier Président du Conseil Municipal de Bacongo de 1945 à 1949. Il fut en effet l'initiateur, le promoteur et l'exécutant dudit dispensaire, des fontaines publiques de Bacongo et du Cercle Culturel Sony Labou Tansi.

Enfin, nous voudrions vous faire part également de la dégradation de «l'Ancienne Piste des Caravanes». Cette piste qui fut jadis l'un des joyaux touristiques de Bacongo. Ladite piste piétonne part du lieu appelé communément «Ma kafi ma ta Nkèoua» entre l'Avenue Matsoua et les rues Lamy et Archambault, en passant en face de la mairie de l'Arrondissement 2 Bacongo et aboutit au-delà du Tribunal de Bacongo. Qui plus est, le petit square en face de ladite mairie où fut érigée une stèle et où l'on pouvait lire «Ici passait l'ancienne piste des caravanes» est devenu un «nganda». Comme si ce dernier était plus important que la stèle!

Ne serait-il pas possible, à vous et à votre Conseil Municipal, de réhabiliter cette piste en ce moment où le gouvernement ne ménage aucun effort pour promouvoir le tourisme dans notre pays?

Nous espérons que la présente lettre que nous vous adressons dans le but de vous aider, vous et votre Conseil municipal, à réécrire et à pérenniser l'histoire de Brazzaville et de Bacongo, aura attiré votre attention. Croyez, Monsieur le Maire, à l'expression de notre considération distinguée.

Qui aurait dit mieux? Comprenez qui pourra. Au revoir et à bientôt!

Diag-Lemba.



Visitez notre Site Internet,
www.lhorizonafricain.com,



19^{ème} Plénière de la Commission technique du Gabac

Faire de la Cemac une forteresse imprenable contre la criminalité financière

En sa qualité de président en exercice du Gabac (Groupe d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique centrale), Jean-Baptiste Ondaye, ministre de l'économie et des finances, a présidé, vendredi 29 septembre 2023, à Brazzaville, le lancement officiel des travaux de la 19^{ème} plénière de la commission technique du Gabac. Cette plénière est la suite logique des discussions de trois jours des deux groupes de travail: le groupe de travail sur les évaluations et la conformité (Gec) et le groupe de travail sur les risques, tendances et méthodes (G.r.t.m).

En dehors des évaluations et par-delà l'analyse des risques, des tendances et méthodes, les échanges ont porté également sur le suivi de la mise en œuvre des recommandations issues de la 18^{ème} plénière de la commission technique tenue en avril 2023, à Libreville (Gabon), qui abrite le siège du Gabac. En présence d'André Kanga, actuel secrétaire permanent du Gabac, et des délégations des pays membres de l'institution, le ministre Jean-Baptiste Ondaye a lancé un appel solennel à l'endroit des Etats de la Cemac. «Je saisis la présente occurrence pour lancer un appel à l'endroit de nos



Le ministre Jean-Baptiste Ondaye et André Kanga

Etats, afin que les efforts en cours visant à faire de notre sous-région une forteresse imprenable contre la criminalité financière organisée, avec sa cohorte de menaces d'ordre économique

et sécuritaire, soient poursuivis avec plus de vigueur et de pragmatisme», a-t-il souligné. Le relèvement de ce défi est tributaire, entre autres, du renforcement des synergies



Une vue des participants aux travaux du Gabac.

entre les acteurs étatiques et non-étatiques; de la mise à la disposition des instances nationales et communautaires dédiées à la lutte contre «l'argent sale» et ses sous-produits; d'assurer le renforcement des capacités de l'expertise devant mener ce combat, à la fois rude et complexe, aussi bien au niveau des Etats qu'à l'échelle communautaire. Le président en exercice du Gabac a énuméré quelques actions mises en œuvre

par le Congo, pour corriger les défaillances constatées dans le dispositif de lutte contre les antivalleurs, dont la lutte contre le blanchiment de capitaux. Il s'agit de: l'achèvement du processus d'évaluation nationale de lutte contre le blanchiment des capitaux et de financement du terrorisme (Enr); la mise en place d'une stratégie nationale de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme assortie

d'un plan d'actions triennal; la promulgation de la loi n°28-2021 du 12 mai 2021 portant régime juridique du gel des avoirs ou des actifs liés au terrorisme et à son financement; l'organisation en novembre 2022 de la session inaugurale du comité de coordination des politiques nationales de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement de la prolifération des armes de destruction massive. Créé par acte additionnel du 14 décembre 2000, le Gabac est le prolongement, dans la sous-région Afrique centrale, du Gafi (Groupe d'action financière). Ce dernier est l'instance faitière à l'échelle mondiale, créée en juillet 1989, pour la lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme ainsi que contre le financement de la prolifération des armes de destruction massive. En tant qu'institution communautaire, le Gabac a pour rôle d'assurer l'intégrité du système financier au sein des Etats membres de la Cemac (Cameroun, Gabon, Guinée Equatoriale, République Centrafricaine, République du Congo et Tchad).

Joseph MWISSI NKIENI

A.c.e.e (Association congolaise pour l'évaluation environnementale)

Promouvoir les évaluations environnementales, pour la protection de l'environnement

L'A.c.e.e (Association congolaise pour l'évaluation environnementale), que dirige Louis Bibissi, a organisé, du 27 au 30 septembre 2023, à Brazzaville, la 14^{ème} édition du séminaire international du S.e.e.a.c (Secrétariat pour l'évaluation environnementale en Afrique centrale), sous le thème: «Consolider l'intégration des enjeux environnementaux et sociaux dans le développement en Afrique centrale - évaluation environnementale et sociale, et développement durable». Il s'agit de promouvoir les évaluations environnementales qui constituent un outil essentiel pour la protection et la préservation de l'environnement menacé par l'activité humaine.

La cérémonie d'ouverture du séminaire international sur l'environnement était présidée par Alain Noël Ampolo, directeur général par intérim de l'environnement, représentant Mme Arlette Soudan-Nonault, ministre de l'environnement, du développement durable et du Bassin du Congo, en présence de Dieudonné Bitondo, secrétaire exécutif pour l'évaluation environnementale en Afrique centrale, Joseph Mana-Fouafoua, président de l'Association nature et développement, parrain de l'événement, et des experts du secteur environnemental venus du Congo-Brazzaville, de RD

Congo, du Cameroun et du Gabon. Pendant quatre jours de travaux, les participants se sont employés à renforcer les capacités des différentes parties prenantes de l'évaluation environnementale et sociale en Afrique centrale, sur la méthodologie de réalisation des évaluations des impacts environnementaux et sociaux (Eies) des projets d'infrastructures; échanger sur la consolidation de l'intégration des enjeux environnementaux et sociaux dans le développement en Afrique centrale avec l'évaluation environnementale et sociale comme outil privilégié de développement durable.

Pour Joseph Mana Fouafoua, la meilleure protection environnementale réside dans la promotion des valeurs d'équité et de responsabilité dans l'utilisation des richesses naturelles au service du progrès collectif au travers d'activités alternatives dont les financements sont à rechercher en permanence. C'est ainsi que la nature doit permettre à l'homme de s'émanciper, pour garantir son développement dans le respect des normes environnementales, pour s'assumer face au progrès qu'imposent la science et la technologie. Il a, en outre, rappelé que les missions assignées aux participants à cette grande



Louis Bibissi, président de l'Association congolaise pour l'évaluation environnementale.



Photo de famille des acteurs de l'environnement

rencontre environnementale sont, entre autres, de mieux apprécier toutes les

mesures qu'impose la réalisation d'une étude d'impact environnemental, de cer-

ner toutes les menaces et contraintes que subit la nature avant de faire face à la mise en œuvre d'un projet de développement humain; s'approprier toutes les mesures envisagées pour atténuer les impacts, identifier et susciter leur effectivité à travers un suivi et une surveillance adéquate du plan de gestion environnementale et sociale.

C'est ainsi qu'à l'ouverture des travaux, le directeur général Alain Noël Ampolo a fait savoir que la politique du gouvernement dans les domaines de la sauvegarde environnementale, de la gestion des ressources naturelles et de l'amélioration de la qualité de vie des populations est l'un des axes stratégiques du programme du Chef de l'Etat dont le Ministère en charge de l'environnement a la responsabilité de l'opérationnaliser.

A rappeler que la 14^{ème} édition du séminaire international sur l'environnement était précédée de la 9^{ème} édition du séminaire-atelier coorganisé avec l'appui de l'Unesco et de la Commission néerlandaise pour l'évaluation environnementale, ayant pour objectif de «réussir l'étude d'impact environnemental et social des projets d'infrastructures», a indiqué Louis Bibissi.

Joseph MWISSI NKIENI

Eloge du capital humain

Pourquoi cet éloge de l'humain? Rien dans la vie des hommes n'est réglé par la finalité naturelle. A quoi bon des hommes sur la terre congolaise? Nous comprenons qu'il faut faire quelque chose pour réapprendre à nous parler, à nous comprendre, in fine à nous accepter. Il y a une expression qui revient souvent: «Voilà ce que l'on peut faire. Pour le reste, Dieu fera». Cette expression témoigne d'une lassitude. Dans l'existence, tout n'est pas facile. Cela fait penser à la réflexion de Saint-Augustin: «Je n'existerais donc point, mon Dieu, je n'existerais point du tout, si vous n'étiez en moi».

Et ma conviction est que notre tâche doit faire que la cité s'élève par nos actes. Il suffit de se méfier des honneurs, de la richesse fautive. Ces passions nous font souffrir. Notre cité regorge de plaisirs, et là, nous nous faisons prendre dans des conditions incroyables d'une passion également incroyable, pour les jeux politiques. Quelle vie difficile! D'où l'intérêt de repenser l'humanisation de l'homme. Non pas à travers les incantations, mais à travers une inspiration. La vie a du sens, un sens profond. Dans «Les confessions», Saint-Augustin nous pousse à mettre les choses au mieux... Parce qu'il est nécessaire, pour remplir certains devoirs dans la société, de se faire aimer et craindre des hommes...

Le seul moyen concret qui nous soit offert à l'heure actuelle, de nous préparer à la concrétisation de la Zone de libre-échange de l'Afrique est d'aider le peuple congolais, dont la majorité a perdu de sa force, à rejoindre le peloton de tête de l'espèce humaine, au lieu d'être écrasé par la roue de notre propre histoire. Le rôle de la classe politique

et de la société civile est de faire le bilan du passé, pour mieux affronter le présent et l'avenir. Ce n'est que par l'effort de rationalisation que nous allons contribuer à renforcer le sentiment des liens qui unissent et qui ont toujours uni les Congolais d'un bout à l'autre du Congo.

Le problème soulevé ici, celui du capital humain, a une importance capitale pour l'Unité, le Travail et le Progrès de la République du Congo. Je dis, en effet, qu'est-ce que le pouvoir, si ce n'est, notamment, le moyen d'appliquer un programme? Imaginons un programme politique qui ambitionnerait de rendre la vie des Congolais égalitaire, supportable. Cela contribue à créer les conditions les plus favorables à l'épanouissement humain. C'est ce qui participe à consolider une société soucieuse des principes et des valeurs intrinsèques des personnes. Un pouvoir qui se dissocie de cette finalité n'a aucune chance de réussir et, par conséquent, il patauge dans l'immoralité. Fort malheureusement, l'éthique congolaise est en danger. Pourquoi elle a du mal à s'enraciner dans

la vie politique? Une fois encore, cela mérite une piquette de rappel: «L'ordre de la cité s'articule ainsi à la maîtrise de soi de chaque individu».

Ainsi, l'homme est le catalyseur du progrès. L'homme ainsi compris facilite l'avènement des bons gouvernements qui promeuvent le bien de tous. Dans ce contexte, Platon se voulait réaliste dans la description du lien entre la Cité et le Citoyen: «Le bien commun ou, si l'on veut, l'intérêt général de la Cité est essentiel comme condition de l'accomplissement de tous les citoyens et pas seulement de certains d'entre eux».

Pour le philosophe H.P. Ruiz, auteur de «Marx quand même», il s'agit de répondre à l'amour instinctif de la vie et à la sociabilité qui se trouvent dans tout homme. Dans son livre intitulé «Emile», Jean-Jacques Rousseau précise qu'«il faut étudier la société par les hommes, et les hommes par la société: ceux qui voudront traiter séparément la politique de la morale n'entendront jamais rien à aucune des deux».

Problème de taille: le Congo est symptomatique d'un pays où les armes sont restées



Par Joseph Badila

au centre de la vie politique. Il faut d'abord régler ce problème. Derrière cet héritage des années 1963, on voit glaner l'ombre du parti unique. Gouvernement après gouvernement, les dirigeants restent ainsi des alliés de la pensée unique, exposant le citoyen à une dangereuse instabilité. C'est, avant tout, une instabilité qui profite au système. Le pays est économiquement et socialement sans réponse qui garantisse un mieux vivre ensemble. Le peuple a donc, lui aussi, un meilleur ennemi en la personne du corrompu, surtout au regard du délabrement de tous les pans de notre société.

Un corps sain dans un esprit sain? Pour répondre à cette question, n'hésitons pas à affronter nos ambivalences. Que voulons-nous? D'un côté, nous crions sur ceux qui détournent les deniers publics, de l'autre nous courons

après leur tee-shirt. Faire la société plus humaine, c'est la tâche immense de la République. Le pacte républicain ne doit pas nous faire peur. Au contraire, il doit nous enthousiasmer. L'objet d'un pacte républicain est de garantir la montée en puissance de la citoyenneté, de la démocratie, de la paix sociale, de la fraternité humaine: c'est ouvrir un vrai horizon de dignité. Mais enfin, c'est quoi pour nous, établir la confiance dans une citoyenneté responsable de plus en plus nécessaire?

L'essentiel, c'est le travail de l'esprit critique exercé par l'humain, qui doit devenir de plus en plus précieux. Je ne dis pas que ce travail de l'esprit est simple, ni facile à penser, à trouver, mais il suffit de désirer. On est très agissant, quand on désire. La politique a-t-elle un avenir dans notre pays? Quel doit être son objectif ultime? A la base de toute vie politique, figure la gestion des hommes et des biens dans la cité, pour se lier avec la Nation. Il faut faire quelque chose, pour s'ouvrir à la lumière de la République, il faut humaniser. En rendant l'Homme plus humain, le cadre politique devient plus accommodant, plus sensible à la réalité.

En humanisant l'Homme politique, celui-ci peut être amené à montrer la voie. Il n'est pas loin ce jour-là devant les deux assemblées réunies en congrès, quand le Président de la République, Denis Sassou-Nguesso, sereinement déclarait: «Il faut tout faire pour redonner l'espoir au

peuple». Il a mis le doigt sur ce ver qui est dans le fruit. Sujet qui nous interroge aujourd'hui.

Le tout n'est pas de le dire. Une fois que cela est dit, il faut savoir avec quels outils extirpés complètement le ver du fruit. Il convient de préciser l'intérêt que nous portons à cette question, faute de quoi, on pourrait penser que nous sommes simplement motivés par la démagogie. Pourquoi dans notre société, on a si peur de l'autre qui n'est pas à sa place? Comment construire la Nation, quand nos réflexions heurtent nos préjugés? Quand on s'engage en politique, on devrait savoir si ce que l'on fait est éthique. Il y a à la base de nos malentendus, une réelle crise de l'intelligence. On constate que dans les cercles dirigeants, l'intelligence ne vit plus. Et ne vivant pas, elle ne va plus dans l'homme.

Or, c'est l'intelligence sensible qui fait que l'on sache où l'on va et que l'on agit juste. Congolais que nous sommes, Congolais que nous restons, nous avons des défis communs. Ne cherchons pas à entretenir constamment le ver qui est dans le fruit. Il faut être clair et cohérent. Notre Nation ne peut vivre sans accointance entre l'humain et l'espérance. C'est pour cela que le peuple doit vivre et vivre heureux.

Cela dit, je vais conclure sur ce propos de Saint-Augustin, je cite: «La vie et le bonheur ne sont pas choses distinctes». Que manquera-t-il donc à notre cher Congo, pour prendre conscience de cet Homme idéal, de reconnaître son existence, de savoir construire avec lui, de savoir profiter de lui?

Joseph BADILA

Commentaire

Les maux de la démocratie en Afrique: coup d'Etat militaire; coup d'Etat constitutionnel!

En Afrique, la démocratie pluraliste souffre de plusieurs maux dont la mauvaise gouvernance publique et l'insécurité. Mais, retenons d'abord ceux qui font parler d'eux actuellement. Il s'agit des coups d'Etat militaires ou putschs et de ce qu'il est convenu d'appeler les coups d'Etat constitutionnels, c'est-à-dire les changements ou les modifications de la Constitution pour créer les conditions de l'éternité au pouvoir.

En raison de leur brutalité et de ce qu'ils interrompent le mandat d'un Président démocratiquement élu, les coups d'Etat militaires ou putschs sont les plus décriés comme on le voit au Niger. Mais, parce qu'ils apparaissent comme une évolution normale de la vie politique, les changements et les modifications de Constitutions passent haut la main, alors qu'ils sont souvent à l'origine des coups d'Etat militaires comme on l'a vu en Guinée-Conakry. Si la démocratie veut avancer en Afrique, il faudrait à la communauté interna-

tionale condamner aussi bien les coups d'Etat militaires que les coups d'Etat constitutionnels destinés à confisquer le pouvoir, en s'y maintenant. L'exemple de la Centrafrique, pays déjà en proie à l'insécurité, prouve les limites de la crédibilité de la démocratie. Car, quand un candidat est élu, il exerce un premier mandat et l'appétit venant en mangeant, il sollicite un deuxième que souvent la Constitution permet. Puis, l'appétit du pouvoir s'emparant de son entourage, ses proches, sa famille et ses soutiens nationaux et interna-

tionaux, il brise le tabou constitutionnel qui limite les mandats présidentiels à deux, pour en solliciter un troisième, qui devient source de crise politique ou d'instabilité démocratique. Suivant le niveau de maîtrise du pouvoir, la crise politique née du troisième mandat peut être surmontée. Elle peut aussi entraîner le pays dans une guerre civile ou une crise armée comme en Côte d'Ivoire où elle a été évitée de justesse, après le troisième mandat du Président Alassane Ouattara. En Guinée-Conakry, le Président Alpha Condé avait réussi son passage au troisième mandat, en août 2020, après la modification de la Constitution. Sauf que ce troisième mandat, caractéristique d'un passage en force, lui avait ôté la légitimité démocratique, en raison d'une forte opposition de la classe politique et de la société civile. Il n'en avait

pas cure. Les militaires vont saisir cette opportunité pour s'emparer du pouvoir. C'est ainsi que le 5 septembre 2021, le colonel Mamadi Doumbouya, commandant du G.f.s (Groupe des forces spéciales), le renverse et le fait prisonnier, sous les cris de joie de la population. Ayant compris la leçon, la communauté internationale n'a pas bougé pour le soutenir. Tout juste elle a protesté contre son emprisonnement par les putschistes.

Rien de nouveau donc avec ce qui se passe en Centrafrique où le Président Faustin-Archange Touadéra a changé de Constitution pour dorénavant briguer infiniment de nouveaux mandats à la tête du pays. Une telle aventure conduit-elle le pays à la stabilité? L'expérience prouve qu'il y a beaucoup de risques d'instabilité. Même la République du Congo n'a pas tourné le dos au principe de la

limitation des mandats. Si on peut reprocher au Président Denis Sassou-Nguesso d'avoir changé la Constitution, pour se maintenir au pouvoir, on peut lui reconnaître tout de même l'honnêteté d'avoir maintenu dans la Constitution le principe de la limitation des mandats présidentiels. Ils sont limités à trois dans la nouvelle Constitution, soit trois mandats de cinq ans. Donc, le plus long temps qu'un Congolais peut demeurer au pouvoir, c'est 15 ans. Etant dans les prémices de la démocratie, lui-même bénéficiaire de deux fois cette durée, en plus de la transition flexible et de ses années de monopartisme à partir de 1979. Mais, on peut se réjouir de ce que le principe de la limitation des mandats présidentiels soit ancré dans la culture politique congolaise.

A propos de la démocratie, il est dit que c'est le moins mauvais des régimes. Winston

Churchill, le Premier ministre du Royaume Uni (1940-1945) avait dit: «La démocratie est la pire des régimes, à l'exception des tous les autres». C'est pour dire que la démocratie n'est facile pour personne. Même dans les Etats où elle est bien ancrée, comme les pays européens, les Etats-Unis, l'Inde, etc, les difficultés ne manquent pas.

En dehors de la démocratie, l'homme n'a pas encore inventé de système d'organisation politique qui soit universellement meilleur. Si la démocratie est en recul en Afrique de l'Ouest et qu'elle stagne en Afrique centrale avec des régimes qui battent les records de longévité, elle n'a pas pour autant disparu. Elle fera son retour en force partout où elle est retardée, parce qu'il n'y a pas de système d'organisation politique meilleur que la démocratie. C'est dire qu'il ne sert à rien de faire la guerre aux régimes putschistes. Il faut les laisser, ils vont s'essouffler avec le temps. Quand Sékou Touré est mort, les Guinéennes ont soufflé un ouf de soulagement. Il faut laisser les militaires ouest-africains faire les Sékou Touré avec les réseaux sociaux. Ils vont s'essouffler et la démocratie reprendra ses prérogatives.

Jean-Clotaire DIATOU

J.m.a (Association je m'engage pour l'Afrique)

Pour un développement durable des villes secondaires africaines de demain

Agglomérations de faible étendue démographique et/ou superficielle, les villes secondaires jouent pourtant un rôle essentiel dans le développement des économies en voie d'urbanisation. Le livre «Nouvelles voix(es)» présente une réflexion innovante pour un développement durable des villes secondaires africaines de demain. Que faire pour que les villes africaines soient attractives et se développent de façon durable? Pour répondre à cette problématique, le livre «Nouvelles voix(es)» propose des solutions citoyennes concrètes et duplicables, pour un développement urbain caractérisé par la collaboration, l'inclusion et la durabilité.

Sorti le 20 septembre dernier, à l'occasion du Comité des villes africaines, au Salon Innopolis, à Paris, l'ouvrage «Nouvelles voix(es)» est le fruit de la première édition d'une résidence de travail initiée par l'Association je m'engage pour l'Afrique (J.m.a). Pendant trois mois, vingt jeunes actifs provenant du Cameroun, de la Mauritanie, du Bénin, du Maroc, du Sénégal, du Togo, de France et de Belgique ont collaboré avec de nombreux experts, entrepreneurs et décideurs publics d'Europe et d'Afrique, pour repenser l'attractivité des villes secondaires africaines.

Un enjeu urgent, puisque de nombreuses agglomérations africaines doivent composer avec une urbanisation informelle et spontanée, faute de politiques d'urbanisation rationnelle et du fait d'une croissance démographique des plus rapides au monde (autour de 2,7% par an contre 0,3% à 1,8% par an ailleurs depuis 2000). Parmi les défis auxquels font face les villes secondaires africaines, on compte la pollution causée par une forte industrialisation et aggravée par l'inefficacité des politiques d'assainissement, le déficit en infrastructures sociales de base (hôpitaux, écoles, adduction d'eau, etc.) et les



Photo de famille après le lancement

phénomènes sociaux comme le banditisme imputable en grande partie au chômage de masse.

Pourtant, «les villes secondaires africaines, de 150 mille à 5 millions d'habitants, représentent l'une des plus grandes opportunités pour les économies en voie d'urbanisation à l'échelle mondiale. Sur la période 2001-2020, les villes africaines ont contribué à générer un tiers de la croissance du P.i.b par habitant sur le continent», explique J.m.a. Selon la Bad (Banque africaine de développement), les villes secondaires «constituent un élément essentiel du tissu des systèmes de production, de distribution et de logistique des économies nationales». «Malheureusement, ces systèmes sont devenus un domaine négligé

de la politique et du développement économique, dans la période post-indépendance en Afrique», déplore l'institution financière.

Avec cet ouvrage, J.m.a, dont la mission est d'encourager la participation citoyenne des jeunes et renforcer leur influence auprès des décideurs publics et privés, s'engage à franchir un palier supplémentaire au-delà des simples recommandations politiques. «En effet, notre intention est de proposer des solutions concrètes, à même de transformer la réalité quotidienne des habitants des villes secondaires d'Afrique», explique l'O.n.g. Parmi les solutions citoyennes pensées par les vingt résidents, on note la création d'un «institut d'art de recevoir», pour cultiver l'ex-

cellence hôtelière à Aného, au Togo, d'une plateforme de participation citoyenne à Ben Guérir, au Maroc, ou encore d'une Fabrique solidaire à Abomey Calavi, au Bénin, pour faire face à la prévalence du secteur informel. Ils ont également initié un dialogue constructif avec les décideurs publics et privés de ces trois villes, pour identifier les opportunités et les enjeux locaux. «La valeur ajoutée de ces propositions réside non seulement dans leur pertinence intrinsèque, mais aussi dans leur potentiel de répliquabilité, offrant ainsi la possibilité d'essayer des actions similaires au sein d'autres communautés en Afrique», souligne encore l'association, qui mobilise des citoyens engagés à repenser l'avenir des politiques publiques et à créer un impact positif pour une Afrique performante, en s'inspirant des O.d.d (Objectifs de développement durable).

Une approche inclusive qui s'aligne avec le «consentement libre, préalable et éclairé» (C.l.i.p), le principe selon lequel «une communauté a le droit de donner ou de refuser de donner son consentement à des projets proposés susceptibles d'avoir une incidence sur les terres qu'elle possède, occupe ou utilise traditionnellement», rappelle Greenpeace. Un véritable appel à la synergie pour que les villes secondaires d'Afrique soient aussi et même davantage attractives que nos grands villages ne l'étaient par le passé avant le consumérisme caractérisé par une propension automatique à la consommation.

John NDINGA-NGOMA

Film-documentaire

Rhode Makoumbou, «portrait d'une amazone», réalisé par le Belge Karim Bey



Rhode Makoumbou, artiste peintre, sculptrice

L'artiste peintre et sculptrice congolaise, Rhode Makoumbou, a fait l'objet d'un film-documentaire de cinq minutes, intitulé «Portrait d'une amazone», réalisé par le cinématographe belge, Karim Bey, qui s'est lancé dans l'initiative de faire une série de portraits.

«Portrait d'une amazone» met en avant une parole, un récit qui démontre les éléments d'une culture personnelle et féministe au bénéfice d'un processus de création. Voici un premier portrait de Rhode Makoumbou que je remercie généreusement...», a-t-il écrit sur sa page Facebook, le 14 septembre 2023, pour annoncer la sortie de ce film documentaire. Rhode Makoumbou y expose sa vision de l'art, en mettant la femme au centre de sa création artistique. A voir absolument sur le lien ci-après:

<https://www.youtube.com/watch?v=-DkzH4SKK20&t=1s>
<https://www.facebook.com/696374034/videos/843084783859375/>

Tourisme international

La France, le pays le plus visité au monde

Depuis plus de 30 ans, la France caracole en tête du tableau des pays les plus visités au monde. L'Hexagone a tout pour séduire, avec ses 38 sites inscrits au patrimoine mondial de l'Unesco (en 2013), une offre culturelle et gastronomique pour tous les goûts et de charmants villages historiques, ses villes provinciales très appréciées comme la station de sport d'hiver de Chamonix et ses ruelles animées en hiver comme en été, la vieille ville provençale d'Aix-en-Provence, le Mont-Saint-Michel, la capitale du grand-Est, Strasbourg, pour son marché de Noël, un des plus enchanteurs d'Europe.



Même s'il n'est plus la structure du monde la plus haute, la Tour Eiffel continue de fasciner les touristes internationaux

Paris, avec la Tour Eiffel et la Cathédrale Notre-Dame, est la première ville touristique de France, avec plus de 44 millions de touristes accueillis en 2022. La Tour Eiffel, l'un des monuments qui fascinent les touristes étrangers, du haut de ses 330 mètres, a porté le titre de «plus haute structure du monde», de son inauguration le 31 mars 1889, jusqu'en 1931, après la construction de l'«Empire state building» de New York qui atteint 381 mètres.

Pas de surprise donc que la France, pays le plus romantique d'Europe, soit le numéro un des pays les plus touristiques du monde, avec 75 millions de visiteurs en 2022, suivie de l'Espagne (71 millions de visiteurs), des Etats-Unis et de la Turquie (51 millions de visiteurs à chacun), et de l'Italie (50 millions de visiteurs).

I.f.c-Brazzaville (Institut français du Congo)

Encore un succès pour le Festival des musiques urbaines



Vue de la scène du Festival des musiques urbaines.

Le Festival des musiques urbaines, encore appelé «Festival mboté hip-hop» a relevé, avec succès, le pari de sa septième édition, samedi 23 septembre 2023, à l'esplanade de l'I.f.c (Institut français du Congo), à Brazzaville, avec des artistes congolais et ceux venus de Côte d'Ivoire. Le groupe «Street art Congo», avec ses artistes vêtus de noir, a fait vibrer un public de jeunes mélomanes très branchés. Au fil des années, «Mboté hip-hop» s'impose comme un rendez-vous culturel incontournable pour la promotion des musiques urbaines.

Communiqué nécrologique

M. Luze Ernest Bakala, journaliste sportif à l'Hebdomadaire L'Horizon Africain, MM. Marcel Bissila, Olivier Mayékou et la famille Minguembou ont la profonde douleur d'annoncer aux amis, parents et connaissances, le décès, le 3 octobre 2023, au CHU (Centre Hospitalier et Universitaire) de Brazzaville, des suites d'une longue maladie, de leur tante et mère, Mme Véronique MBOUSSI, appelée affectueusement «Mâ Véro».

La veillée mortuaire se tient à son domicile, à Mfilou. La date des obsèques sera communiquée ultérieurement.



44^{ème} édition des championnats d'Afrique des clubs champions de handball

Tous les quatre clubs congolais en quart de finale: une performance à saluer

La 44^{ème} édition des championnats d'Afrique des clubs champions de handball bat son plein dans deux gymnases à Brazzaville. Elle a été lancée le jeudi 28 septembre 2023, au Gymnase Nicole Oba de Talangai, lors d'une cérémonie d'ouverture finalement présidée par le Dr Aremou Mansourou, président de la Cahb (Confédération africaine de handball), en présence de Charles Makaya Makay, directeur de cabinet du ministre en charge des sports, André Blaise Bollé, vice-président du Cnosc (Comité national olympique et sportif congolais), Yann Ayessa, président de la Fécohand (Fédération congolaise de handball), Mme Christelle Mbouaka Milandou, présidente du Comité d'organisation, du général Serge Oboa, président de la commission d'inspection du Comité d'organisation et président du Club D.g.s.p, quelques ambassadeurs et des invités de marque.

Photo des clubs participants à la 44^{ème} édition des championnats d'Afrique de handball

Trois allocutions ont été prononcées à la cérémonie d'ouverture, sous la modération du Dr Bienvenu Boudimbou, maître de cérémonie. Mme Christelle Mbouaka Milandou, présidente du Comité d'organisation, a prononcé le mot de bienvenue, en se réjouissant de ce que, malgré la conjoncture économique difficile, les autorités congolaises ont pu dégager les moyens nécessaires, pour rendre possible l'organisation de ces championnats. Yann Ayessa, président de la Fécohand, a parlé des valeurs du sport. Il a félicité la S.n.p.c (Société nationale des pétroles du Congo) pour son soutien salvateur dans l'organisation de ce rendez-vous sportif continental.

Enfin, le Dr Aremou Mansourou, président de la Cahb, a exprimé sa grande reconnaissance pour l'honneur fait à la



L'équipe Al Ahly dames après sa victoire face à Grain de sel.

confédération, en acceptant d'abriter ces championnats d'Afrique. «La grande famille du handball africain, par ma voix, adresse ses remerciements particuliers et exprime sa profonde gratitude, au Chef de l'Etat, Président de la République du Congo, pour son continuel soutien et son intérêt pour l'unité de la jeunesse

africaine», a-t-il déclaré. Brazzaville a donc relevé le défi d'abriter les championnats d'Afrique de handball séniors messieurs et dames. Après la cérémonie d'ouverture bien calée dans le temps, place était donnée au ballon, à la suite du geste accompli par le directeur de cabinet Charles Makaya Makay, qui a donné

le coup d'envoi du troisième match entre la D.g.s.p (Congo) et Bandama H.t.c (Côte d'Ivoire) et qui s'est achevé par la victoire de la D.g.s.p: 35 à 28. Les deux premiers matches ayant été joués avant la cérémonie d'ouverture.

Pour leurs premières sorties à la compétition, les quatre clubs congolais, à savoir, D.g.s.p et Grain de sel (en dames), Pétro-sport orange et B.m.c (en messieurs) ont traversé la phase de groupes avec succès. Ils sont tous arrivés en quart de finale dont les rencontres se sont jouées le mercredi 4 octobre. C'est une performance à saluer à ce niveau de la compétition. Rappelons que les finales se jouent le samedi 7 octobre au Gymnase Nicole Oba. Elles seront suivies de la cérémonie de clôture.

Luze Ernest BAKALA

Assemblée générale électorale de la Fécoicy

André Tchikaya élu président sur fond de contestation et la C.c.a.s saisie d'une plainte

La Fécoicy (Fédération congolaise de cyclisme) a été sommée de tenir son assemblée générale électorale avant le 23 septembre 2023, par le Ministère en charge des sports et le Cnosc (Comité national olympique et sportif congolais). C'est ainsi que l'assemblée générale électorale s'est tenue le lundi 23 septembre, sous la direction de Séraphin Saturnin Hervé Icka, conseiller administratif et juridique du ministre des sports, en présence du directeur général des sports, Jean-Robert Bindélé, et du représentant du Cnosc, Léonard Bossona. Un nouveau bureau de 13 membres a été élu, dont le président est André Tchikaya, en remplacement de Rufin Arsène Bakouétana qui s'était retiré de la salle, pour protester contre le non-respect, selon lui, du choix du corps électoral. Il a saisi la C.c.a.s (Chambre de conciliation et d'arbitrage du sport) d'une plainte, afin d'obtenir l'invalidation de cette élection.

Le fonctionnement de la Fécoicy est sérieusement affecté par la confrontation entre Rufin Arsène Bakouétana, le président sortant, et son prédécesseur, André Tchikaya, qui vient de lui succéder. La vie de la fédération est tiraillée entre les deux responsables sportifs et les décisions de la C.c.a.s, le tribunal des affaires sportives. Une assemblée générale avait même décidé d'écarter les deux hommes de la course à la présidence de la fédération. Curieusement, ils

se retrouvent de nouveau en bras de fer devant la C.c.a.s, sur la question électorale. L'histoire est devenue telle quand l'un est élu, l'autre conteste et vice-versa. C'est par une note circulaire que le Ministère en charge des sports a enjoint le bureau exécutif de la Fécoicy à tenir son assemblée générale électorale, en prenant en compte le corps électoral de 2016 et en autorisant aux deux adversaires acharnés de pouvoir présenter leurs candidatures. C'est sur la base de ce corps

électoral que l'assemblée générale a élu le nouveau bureau exécutif et le commissariat aux comptes, dans un contexte surchauffé.

En effet, il y a eu des échauffourées devant le siège du Cnosc, avant la tenue de l'assemblée générale électorale. Il a fallu déployer des agents de police pour que l'assemblée se tienne. Après la cérémonie d'ouverture à laquelle il a participé, en prononçant son allocution en tant que président sortant de la fédération, Rufin Arsène Bakouétana a quitté



André Tchikaya nouveau président de la Fécoicy.

la salle, avant le vote, alors qu'il était candidat. Histoire de protester contre le choix du corps électoral. Un autre candidat et quelques participants ont aussi vidé la salle. Seul candidat resté en lice, André Tchikaya a été élu à l'unanimité. Il a invité l'ensemble des membres de la

Association Lissanga de ju-jitsu

Une rencontre pour relancer la cohésion au sein de la famille des ju-jitsukas

La compétition de ju-jitsu organisée du 17 au 30 septembre 2023, au Centre sportif Gothia de Mfilou, en hommage aux trois grands maîtres de cette discipline, à savoir Wayain, Clément Ngandou alias M16 et Dior Mbili, alias Mpakassa, s'est terminée en apothéose, samedi 30 septembre, à l'Esplanade du C.n.r.t.v, au Quartier Nkombo, dans le 9^{ème} arrondissement Djiri, à Brazzaville, lors d'une cérémonie en présence du président Blanchard Oba et tous les membres des deux parties qui étaient en conflit, question d'enterrer la hache de guerre et envisager un avenir serein de cette discipline sportive au Congo.

Au cours du tournoi de clôture à l'Esplanade du C.n.r.t.v, trois styles de combat étaient à l'honneur, à savoir pour la journée inau-



Les heureux gagnants recevant des médailles



Phase d'un combat

gurale au centre sportif Gothia de Mfilou, le style «Duo system». La deuxième journée, au C.e.g Conférence nationale de Ouenzé, c'était le style «Ne-Waza». Pour la clôture de la compétition, on a choisi le style «Fighting system».

Pour l'organisateur, maître Amona Aberet, alias Barabas, président de l'Association Lissanga de ju-jitsu, l'organisation de cette compétition d'hommage permet de prôner le vivre-ensemble, en recréant l'harmonie de la grande famille du ju-jitsu, une discipline sportive à promouvoir dans notre pays. Pour cela, il a remercié «toutes les personnes qui ont contribué à la réussite de ces activités, malgré leurs diverses occupations». Il a justifié l'hommage rendu aux trois grands maîtres, car «ils savent de là-haut à quel point ils comptaient pour nous et notre art martial», a-t-il confié, avant d'interpeller les maîtres et grands maîtres à se mettre ensemble, pour recréer l'unité de la famille sportive de ju-jitsu. «Renforçons au milieu de nous les pratiques favorisant la cohésion, la fraternité, bref le vivre-ensemble. Bannissons les divisions, l'esprit de clans et les préférences subjectives. C'est ainsi que s'ouvriront nos yeux, pour voir les mérites des autres et dire tout haut le bien qu'on pense d'eux étant vivant», a-t-il conclu.

Pour les athlètes, la joie était grande de voir la reprise des compétitions, après plusieurs années d'inactivités. Au finish, les trois premiers de chaque catégorie dans les deux versions (hommes et dames) ont été primés, par des médailles (or, argent et bronze) et des cadeaux, notamment des kits scolaires (sacs, cahiers, stylos, crayons), rentrée scolaire oblige. Maître Amona Aberet a promis l'organisation d'une compétition avant la fin de l'année, afin de mettre en jambe les athlètes. Les ju-jitsukas ont manifesté leur satisfaction à cette initiative.

Luze Ernest BAKALA

fédération à se mettre résolument au travail et à ne mépriser aucun effort, afin que le cyclisme réécrive ses lettres d'or au Congo. Il a inscrit son nouveau mandat dans l'élan du vivre-ensemble, car le sport est avant tout un vecteur de rassemblement. Il faut donc taire les conflits qui fragilisent cette discipline sportive.

Mais, après ces assises, le 25 septembre, les cyclistes lésés ont saisi la C.c.a.s, pour l'annulation de ces élections

qui, selon eux, ne se sont pas tenues dans le respect des textes de la Fécoicy. La plainte a été jugée recevable et la première audience tenue le mercredi 4 octobre. Comme quoi, à la Fécoicy, on n'est pas au bout du tunnel des difficultés de fonctionnement. Comme quoi, le «ôte-toi de là que je m'y mette» empoisonne la vie des fédérations sportives.

Luze Ernest BAKALA